



Rome,
Italie,
16-20 janvier
1995

Comité de lutte contre le criquet pèlerin

Trente-troisième session

RAPPORT



Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

**RAPPORT DE LA
TRENTE TROISIEME SESSION DU COMITE FAO DE
LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN**

Rome, Italie

16-20 janvier 1995

**Division de la Production et de la Protection des Plantes
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et
l'Agriculture
Rome, 1995**

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche documentaire ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit: électronique, mécanique, par photocopie ou autre, sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur. Toute demande d'autorisation devra être adressée au Directeur de la Division des publications, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie, et comporter des indications précises relatives à l'objet et à l'étendue de la reproduction.

© FAO 1995

| TABLE DES MATIERES | PAGE |
|--|-------------|
| 1. INTRODUCTION | 1 |
| 2. BUREAU DE LA SESSION | 2 |
| 3. CONDOLEANCES | 2 |
| 4. ORDRE DU JOUR | 2 |
| 5. COMITE DE REDACTION | 3 |
| 6. SITUATION ACRIDIENNE | 3 |
| A. Criquet pèlerin | |
| B. Autres acridiens | |
| C. Renseignements supplémentaires émanant des groupes affectés | |
| 7. LUTTE ENTREPRISE PAR LES PAYS AFFECTES | 8 |
| 8. POTENTIEL DE LUTTE ACTUEL | 8 |
| 9. ASSISTANCE FOURNIE AUX PAYS ET AUX ORGANISATIONS REGIONALES | 8 |
| 10. RAPPORTS DU GROUPE TECHNIQUE SUR LE CRIQUET PELERIN | 9 |
| 11. SUITE DONNEE AUX RECOMMANDATIONS DE LA 32EME SESSION | 9 |
| 12. STRATEGIE DE LUTTE PREVENTIVE | 10 |
| 13. SYSTEME DE PREVENTION DES SITUATIONS D'URGENCE (EMPRES) POUR LE CRIQUET PELERIN | 10 |
| 14. ACTIVITES DE RECHERCHE | 11 |
| 15. ASPECTS ECOLOGIQUES DE LA LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN | 11 |
| 16. PESTICIDES OBSOLETES ET PERIMES | 12 |
| 17. ACTIVITES DE FORMATION ET AUTRES | 12 |
| 18. SITUATION DES COMMISSIONS ET ORGANISATIONS REGIONALES CHARGEES DU CRIQUET PELERIN ET SUIVI DES RECOMMANDATIONS | 12 |
| 19. FONDS FIDUCIAIRE INTERNATIONAL 9161 CONTRIBUTIONS, DEPENSES ET PLAN DE TRAVAIL 95/96 | 14 |
| 20. AUTRES QUESTIONS | 14 |
| 21. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION | 14 |
| 22. ADOPTION | 14 |
| 23. MOTION DE REMERCIEMENTS | 14 |

ANNEXES

- I. Participants à la session
- II. Mesures de lutte contre le Criquet pèlerin
- III. Potentiel de surveillance et de lutte anti-acridienne
- IV. Assistance fournie aux pays et aux organisations régionales
- V. Rapports des 2e et 3e sessions du Groupe technique sur le Criquet pèlerin
- VI. Révision du mandat et de la composition du Groupe technique du DLCC
- VII. Fiche de prospection Criquet pèlerin
- VIII. Rapport financier du TF 9161
- IX. Fonds fiduciaire 9161 : propositions de plan de travail

1. INTRODUCTION

A sa trente-deuxième session, tenue à Rome du 12 au 16 octobre 1992, le Comité FAO de Lutte contre le Criquet pèlerin avait décidé que la trente-troisième session du Comité se tiendrait à Rome à une date qui serait déterminée par le Directeur général de la FAO.

En raison de la situation acridienne et de l'aide constante accordée par la Communauté internationale, il a été une fois de plus considéré qu'il fallait inviter pour cette session aussi bien les pays membres du DLCC que les pays donateurs.

Ainsi, le Directeur général de la FAO a invité les Gouvernements et autres institutions de :

| | |
|-----------------------|---------------------------|
| Afghanistan | Japon |
| Algérie | Jordanie |
| Allemagne | Kenya |
| Arabie Saoudite | Koweït |
| Australie | Liban |
| Bahrein | Libye |
| Belgique | Luxembourg |
| Bénin | Mali |
| Bulgarie | Maroc |
| Burkina Faso | Mauritanie |
| Cameroun | Niger |
| Canada | Nigeria |
| Cap-Vert | Norvège |
| Côte d'Ivoire | Oman |
| Danemark | Ouganda |
| Djibouti | Pakistan |
| Egypte | Pays-Bas |
| Emirats Arabes Unis | Portugal |
| Erythrée | Qatar |
| Espagne | République Centrafricaine |
| Etats-Unis d'Amérique | République du Yémen |
| Ethiopie | Royaume-Uni |
| Finlande | Sénégal |
| France | Sierra Leone |
| Gambie | Somalie |
| Ghana | Soudan |
| Grèce | Suède |
| Guinée | Suisse |
| Inde | Syrie |
| Irak | Tanzanie |
| Iran | Tchad |
| Israël | Togo |
| Italie | Tunisie |
| | Turquie |

Des représentants des organisations suivantes ont également été invités: l'Organisation de lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain (OLCP-EA), l'Organisation internationale de l'Afrique centrale et méridionale contre le criquet nomade (IRLCO-CSA), l'Organisation commune de lutte antiacridienne et de lutte antiaviarie (OCLALAV), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Union européenne (UE), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Conseil phytosanitaire inter-africain (CPI) de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

La liste des personnalités présentes figure en Annexe I.

La session a été ouverte par M. Hjort, Directeur général adjoint, qui a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Directeur général. Il a signalé que depuis la dernière réunion il y a eu une recrudescence majeure de criquets pèlerins en Afrique, au Proche-Orient et en Asie du Sud-Ouest et qu'il a été nécessaire de traiter une superficie totale de 40 000 km² pour venir à bout du fléau.

M. Hjort a indiqué que ces dernières années, les pays affectés par les acridiens ainsi que les donateurs sont devenus de plus en plus sensibles à la fréquence des crises, aux dépenses qui en résultent ainsi qu'aux risques qui en découlent pour l'homme et l'environnement. Certes, a-t-il ajouté, plusieurs projets et programmes ont été exécutés et quelques progrès ont été obtenus, mais une approche nouvelle est nécessaire pour surmonter les lacunes des activités actuelles de lutte contre le criquet pèlerin.

M. Hjort a informé les participants que l'an dernier le Conseil de la FAO a adopté des plans visant à établir un programme de lutte antiacridienne sur le terrain dans le cadre du Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontalières des animaux et des plantes (EMPRES). Les activités antiacridiennes au titre de ce programme visent à réduire les risques de crise et à prévenir, à l'avenir, les dégâts pour l'environnement. Au départ, le programme sera tout d'abord axé sur la région centrale, puis il sera élargi à d'autres régions.

Des crédits de la FAO ont déjà été affectés au programme EMPRES, mais l'Organisation aura besoin de la collaboration de toutes les parties concernées pour atteindre les objectifs fixés et, par conséquent, l'établissement d'un programme coopératif EMPRES sera un point important de l'ordre du jour du Comité. Quelques mesures préparatoires ont déjà été prises; un document de réflexion indiquant la raison d'être de cette nouvelle approche de la recherche et de la lutte antiacridienne a été distribué aux donateurs et aux pays touchés et une équipe de trois consultants s'est rendue dans les principaux pays concernés d'Afrique de l'est et du Proche-Orient en septembre et octobre 1994. Leurs conclusions ont été examinées lors d'une réunion de donateurs en décembre, à Rome, ainsi qu'au Caire avec des représentants des commissions et des organisations antiacridiennes régionales et avec des représentants des principaux pays touchés de la région centrale.

M. Hjort a informé les participants que la FAO poursuit l'étude des aspects économiques de la lutte et qu'elle fournira des informations dès que possible. De plus, avec l'aide financière des Pays-Bas, la FAO évalue activement l'impact sur l'environnement des traitements antiacridiens et la question des pesticides obsolètes. Un projet FAO financé par les Pays-Bas, entrepris récemment, devrait permettre d'apporter une première contribution importante dans ce domaine.

Enfin, M. Hjort a souhaité aux participants plein succès dans leurs travaux.

2. BUREAU DE LA SESSION

Président: Cheikh Ould Dih, Mauritanie
Vice-président: Tahar Rachadi, France

Le Président a remercié l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture pour l'organisation des travaux et il a demandé qu'à l'avenir les documents de travail soient fournis plus longtemps à l'avance. Il a exprimé le souhait que l'étroite collaboration instaurée entre les pays affectés, la communauté internationale des donateurs et la FAO se poursuive.

3. CONDOLEANCES

La réunion présente ses condoléances au représentant du Japon pour le tragique tremblement de terre qui vient de se produire dans ce pays.

4. ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session
2. Election du Président et du Vice-président
3. Condoléances
4. Adoption de l'ordre du jour
5. Election du Comité de rédaction
6. Situation acridienne d'octobre 1992 à janvier 1995
 - A. Criquet pèlerin
 - B. Autres espèces
 - C. Renseignements supplémentaires émanant des pays affectés
7. Mesures de lutte entreprises
8. Examen des moyens de lutte existants
9. Assistance fournie aux pays et aux organisations régionales
10. Rapports du Groupe technique sur le criquet pèlerin
11. Suite donnée aux recommandations de la trente-deuxième session
12. Stratégie de lutte préventive
13. Système de prévention des urgences (EMPRES) pour le Criquet pèlerin
14. Activités de recherche
15. Aspects environnementaux de la lutte contre le criquet pèlerin
16. Pesticides obsolètes et périmés
17. Formation et autres activités
18. Situation des commissions et des organisations régionales de lutte antiacridienne et suites données aux recommandations
 - (a) Commission pour le Proche-Orient
 - (b) Commission pour l'Afrique du Nord-Ouest
 - (c) Commission pour l'Asie du Sud-Ouest
 - (d) OLCP-EA
 - (e) OCLALAV
 - (f) IRLCO-CSA
19. Fonds fiduciaire 9161 : contributions, dépenses et plan de travail proposé 1995/96
20. Autres questions
21. Date de la prochaine session
22. Adoption du rapport
23. Motion de remerciements

5. COMITE DE REDACTION

Les participants ont choisi d'élire un rapporteur plutôt qu'un Comité de rédaction; M. A. van Huis (Pays-Bas) a donc été élu Rapporteur. Il a été prié de sélectionner plusieurs représentants de pays affectés pour le seconder dans sa tâche.

6. SITUATION ACRIDIENNE OCTOBRE 1992 - JANVIER 1995

A. Criquet pèlerin

Vue d'ensemble

1. A la fin de 1992, une importante recrudescence du criquet pèlerin s'est produite dans la région de la mer Rouge, pour gagner ensuite l'Asie du sud-ouest et l'Afrique de l'ouest et du nord-ouest. Lors de la recrudescence, il y a eu au moins huit générations de criquets, 22 pays ont été touchés et près de 4 millions d'hectares ont été traités. A l'été 1994, la recrudescence avait reculé. Cependant, il y a eu une reprise d'activité acridienne à la fin de 1994, les pluies d'été ayant été supérieures à la moyenne dans le Sahel d'Afrique de l'ouest et du Soudan.

Situation générale

2. Après les fortes pluies tombées un peu partout pendant l'automne sur le nord de l'Erythrée et dans les zones voisines du Soudan, des essaims ont commencé à se former dans les zones côtières de l'Erythrée à la fin d'octobre et au début de novembre, et ils ont commencé à migrer, pour atteindre la côte méridionale soudanaise de la mer Rouge et la Tihama de l'ouest de l'Arabie Saoudite.

3. De bonnes pluies étant tombées pendant l'hiver sur les deux rives de la mer Rouge, les conditions ont été favorables à la reproduction jusqu'à la fin de mars 1993. Un nombre considérable d'ailés, notamment sous forme d'essaims, a commencé à quitter la mer Rouge au début de mars. Après les nouvelles pluies abondantes tombées sur l'intérieur de la péninsule arabique, une nouvelle génération d'essaims a commencé à se former en avril et à migrer, vers le sud, vers l'intérieur du Yémen, ainsi que vers l'ouest, traversant le nord et l'ouest du Soudan, le Tchad, le Niger et le Mali, pour atteindre le sud de la Mauritanie à la mi-juillet, ayant parcouru une distance de quelque 5.000 km en six semaines environ. Ces essaims ont pondu en mai au Yémen, produisant de nouveaux essaims qui ont migré vers le nord-est en traversant l'Oman, parvenant au Pakistan et dans le nord-ouest de l'Inde en juillet.

4. Par conséquent, au début de la saison de reproduction estivale de 1993, il y avait deux grandes aires d'infestation, l'une à l'extrémité orientale et l'autre à l'extrémité occidentale de l'aire de reproduction estivale, avec entre ces deux zones, quelques infestations mineures seulement au Soudan.

5. Les essaims qui sont arrivés à la frontière entre le Pakistan et l'Inde, ainsi que ceux qui se trouvaient en Mauritanie, ont pondu des oeufs qui ont éclos quelques semaines plus tard et produit une autre génération de nouveaux essaims à la fin des mois d'août et septembre. Les opérations de lutte intensive et les conditions défavorables à la reproduction en Inde et au Pakistan sont à l'origine d'une très forte baisse de population, à tel point que la situation était revenue à la normale à la mi-novembre 1993. Cependant, les conditions sont restées favorables en Mauritanie, ce qui a permis à certains des essaims matures de pondre à nouveau tandis que d'autres envahissaient l'ouest de la Mauritanie et le nord-ouest du Sénégal, où ils ont pondu début octobre. Quelques essaims sont également parvenus jusqu'à l'extrême sud du Maroc fin octobre.

6. A partir de novembre 1993, les quelques essaims restants au Sénégal se sont progressivement déplacés vers le sud, tandis que ceux qui se trouvaient encore le long de la côte mauritanienne se sont déplacés vers le nord. Plus tard dans l'année, il y a eu une reproduction dans le nord de la Mauritanie, mais d'une importance assez limitée. Une migration de faible ampleur a également eu lieu entre la côte de l'Afrique de l'ouest et les îles du Cap-Vert.

7. Au début de février 1994, quelques petits essaims sont parvenus en Gambie et ont progressé vers le sud pour atteindre la Guinée-Bissau et la Guinée Conakry, où ils se sont dispersés dans les zones boisées. La température ayant monté, plusieurs petits essaims se sont déplacés vers le nord à partir de la Mauritanie et ont atteint le versant sud du massif de l'Atlas au Maroc et l'ouest de l'Algérie à la fin de février.

8. Les pluies ayant été inférieures à la normale dans les aires habituelles de reproduction hiverno-printanière de la mer Rouge au début de 1994, seules de petites infestations sans importance étaient présentes le long des plaines côtières de l'Erythrée et du Soudan. Contrairement à l'année dernière, il n'y a pas eu de formation d'essaims. Bien que l'on ait signalé plusieurs petites bandes larvaires et groupes d'ailés sur la côte du nord de la Somalie au début de janvier 1994, ces infestations n'ont pas pris une ampleur préoccupante.

9. Il y a eu des phénomènes de reproduction pendant le printemps de 1994 dans une zone du nord de la Mauritanie et sur de petites étendues au sud du massif de l'Atlas au Maroc et en Algérie. Il s'est alors formé quelques petits essaims qui se sont déplacés vers le sud, vers les aires de reproduction estivale du Sahel, en mai et juin. Des essaims sont d'abord apparus dans le centre de la Mauritanie en mai et au Niger en juin. La plupart de ces essaims se sont dispersés, mais ils ont pondu avec l'arrivée des pluies d'été. Quelques essaims sont aussi réapparus dans l'est de la Guinée Conakry à la mi-mai et se sont déplacés vers les zones voisines du Mali et jusqu'à l'ouest du Niger en juin. Toutefois, ils n'ont probablement pas pondu.

10. Au début de l'été de 1994, il y a eu apparemment recul de la recrudescence. Cependant, des pluies supérieures à la moyenne sont tombées sur une zone étendue du Sahel à la fin de l'été, rendant les conditions extrêmement favorables à la reproduction. Quelques bandes larvaires se sont donc formées à la fin de la saison dans les aires de reproduction du sud et du centre de la Mauritanie, du nord du Mali et du Niger, du nord du Tchad et du centre du Soudan à partir d'octobre. Etant donné qu'une partie de ces reproductions est passée inaperçue et s'est déroulée dans des endroits inaccessibles ou marqués par l'insécurité, plusieurs essaims se sont formés en octobre et novembre. On n'a pas signalé après novembre de nouvelles pontes dans les aires estivales.

11. Bien que la mousson d'été ait apporté de bonnes pluies en Asie du sud-ouest, on n'a pas signalé de reproductions importantes en Inde et au Pakistan et il ne s'est pas formé d'essaims.

12. En septembre et octobre 1994, des pluies précoces sont tombées dans les aires de reproduction hiverno-printanière du nord-ouest de la Mauritanie et le long de la côte soudanaise et érythréenne de la mer Rouge. Par suite, des ailés, y compris quelques petits essaims, en provenance des aires de reproduction estivale, sont apparus dans le nord-ouest de la Mauritanie, le sud de l'Algérie et le sud-ouest du Maroc.

13. La reproduction hivernale a eu lieu plus tôt que d'habitude dans le nord de la Mauritanie, où des bandes larvaires et des essaims immatures s'étaient formés à la fin de 1994. Quelques essaims ont été signalés comme étant matures et en ponte début janvier 1995. Dans le fossé de la mer Rouge et le Golfe d'Aden, les conditions étaient favorables à la reproduction sur les plaines côtières. On a signalé des adultes épars dans le sud-est de l'Egypte et dans les zones voisines du Soudan. A partir de novembre, des nombres croissants d'adultes et plusieurs essaims sont apparus sur les côtes du Soudan, de l'Erythrée et de l'Arabie Saoudite où ils ont commencé à pondre. Vers la fin de l'année, de vastes zones des plaines côtières du nord Tihama en Arabie Saoudite étaient signalées comme étant infestées avec des bandes larvaires et des essaims supplémentaires étaient vus arrivant de l'ouest.

14. Ailleurs, des ailés épars ont été signalés à la fin de 1994 dans le sud-est de l'Iran et dans le nord-est de la péninsule arabique, ce qui montre qu'il s'est produit un mouvement d'ailés de faible ampleur en provenance des aires indo-pakistanaïses de reproduction de mousson d'été.

Opérations de lutte

15. Bien que des opérations de lutte aérienne et terrestre aient été lancées rapidement dans la zone de la mer Rouge à la fin de 1992, essentiellement au Soudan et en Arabie Saoudite et, dans une mesure limitée, en Erythrée, les premiers stades de la recrudescence n'ont pas été détectés suffisamment tôt pour que l'on prenne des mesures préventives de lutte. De surcroît, les conditions ayant été extrêmement favorables à la reproduction sur une zone étendue, il y a eu une pullulation rapide pendant l'hiver et le printemps de 1993. Les opérations de lutte ont en outre été compromises dans certaines zones en raison de difficultés d'accès et de l'insécurité. Les opérations de lutte se sont poursuivies sur les côtes soudanaise et érythréenne de la mer Rouge jusqu'en mars 1993; en Arabie Saoudite, elles ont été déplacées de la côte de la mer Rouge vers l'intérieur pendant le printemps de 1993 et elles se sont terminées fin mai. Au Yémen, les opérations de lutte ont été retardées par la difficulté de détecter les essaims qui ont envahi les déserts intérieurs éloignés en 1993; cependant, des opérations aériennes et terrestres ont été lancées en juin et se sont poursuivies jusqu'au début août.

16. Au Pakistan et en Inde, des opérations réussies de lutte aérienne et terrestre ont été organisées contre les essaims qui venaient d'arriver, puis contre la reproduction de ces derniers entre juillet et novembre 1993, ce qui a permis de réduire considérablement la propagation de la recrudescence dans la région orientale.

17. En Mauritanie, les opérations de lutte ont été longues à démarrer à cause de l'éloignement des zones que les criquets ont envahies à la fin de juillet 1993 et des difficultés générales à organiser rapidement de vastes campagnes de lutte avec des ressources limitées. En octobre, 8 à 10 aéronefs opéraient chaque jour, ainsi que de nombreuses équipes nationales terrestres et la Force maghrébine d'intervention, composée d'agents de la lutte antiacridienne de l'Afrique du nord-ouest. La lutte s'est poursuivie pendant tout le mois d'octobre, mais à la fin du mois, quelques petits essaims ont atteint le sud du Maroc. En novembre 1993, les opérations de lutte ont été étendues à l'est et au nord de la Mauritanie et se sont poursuivies jusqu'en avril 1994.

18. Au Sénégal, des opérations de lutte aérienne et terrestre ont été lancées en octobre 1993 à la suite d'une invasion en provenance de la Mauritanie. Ces opérations ont considérablement réduit les effectifs des populations, mais quelques petits essaims se sont malgré tout formés au début de décembre et se sont déplacés vers le sud pour gagner la Gambie et la Guinée-Bissau, où des opérations limitées de lutte ont été menées en mars 1994.

19. Au Maroc et, dans une moindre mesure, en Algérie, les opérations de lutte ont commencé à la fin de février 1994, après que plusieurs petits essaims soient arrivés et se soient concentrés dans une zone assez limitée, au sud du massif de l'Atlas, près de la frontière algérienne. Les opérations de lutte contre les bandes larvaires et les ailés issus de ces essaims se sont poursuivies jusqu'au début de juillet.

20. Il a fallu procéder à des opérations de lutte limitées dans les aires de reproduction estivale de l'Inde en juillet et septembre 1994 et, plus tard, au Tchad et au Niger. Des opérations plus importantes ont été menées en Mauritanie et au Soudan à partir d'octobre. Les opérations de lutte ont repris en Algérie et au Maroc contre de nouvelles arrivées d'adultes et de petits essaims en décembre, de même qu'en Arabie Saoudite contre des essaims et des bandes.

Perspectives jusqu'à l'été 1995

21. Une recrudescence potentiellement dangereuse s'est développée fin 1994. Les prévisions pour le reste de l'hiver et le printemps qui arrive dépendant de l'étendue des pluies qui tomberont dans les zones de reproduction le long des côtes de la mer Rouge et en Afrique du nord-ouest, de même que de l'intensité des prospections et de la réussite des opérations de lutte. Les perspectives ci-dessous sont basées sur l'information disponible à la FAO jusqu'à mi-janvier 1995. Elles seront modifiées à mesure que de nouvelles données seront reçues et les pays seront informés en conséquence.

22. Dans la zone de la mer Rouge, des essaims vont se former à échelle petite à modérée à partir de mi-janvier, essentiellement sur les côtes du Soudan et de l'Arabie Saoudite, et, à un degré moindre, de l'Erythrée. Des adultes et peut-être un peu d'essaims sont attendus pour apparaître sur les plaines côtières du Yémen au cours de cette période. Si les pluies continuent à tomber sur la cuvette de la Mer Rouge durant l'hiver et le printemps, et si des opérations de surveillance et de lutte ne sont pas conduites avec succès, il existe une forte probabilité qu'une deuxième génération se produise par endroits. Dans ce cas, on s'attend à ce que les infestations de criquets augmentent rapidement et deviennent plus largement répandues. Si les conditions deviennent défavorables au début du printemps, on s'attend à ce que des adultes et des essaims se déplacent vers les zones de reproduction printanière de l'intérieur vers le centre au nord de l'Arabie Saoudite. Toute infestation échappant à la détection et à la lutte sur les plaines côtières est attendue pour se déplacer vers l'intérieur de l'Arabie Saoudite et se reproduire pendant le printemps. Vers la fin du printemps, des infestations pourraient se propager dans des zones du sud et de l'est de la péninsule arabique.

23. Dans la région du golfe d'Aden, la situation actuelle dans le nord de la Somalie est obscure, les opérations de surveillance et de lutte n'étant pas possibles à cause de l'insécurité. Les conditions sont cependant attendues pour être favorables sur une vaste superficie et une reproduction pourrait avoir lieu.

24. En Asie du sud-ouest, une reproduction limitée peut avoir lieu le long des plaines côtières de l'ouest du Pakistan et peut-être dans les zones voisines du sud-est de l'Iran au cours du printemps. Si l'on prend en considération la probabilité d'une reproduction printanière en Arabie Saoudite et la situation incertaine dans le nord de la Somalie, il existe un risque modéré d'apparition d'essaims dans les zones de reproduction estivale d'Inde et du Pakistan.

25. En Afrique du nord-ouest, d'autres bandes larvaires et essaims vont se former et lentement devenir matures dans le nord de la Mauritanie au début de 1995. Si les températures restent chaudes et les conditions favorables, quelques adultes pourraient devenir matures et pondre pendant l'hiver. Des nombres faibles à modérés d'adultes et des petits essaims sont attendus pour apparaître dans l'Oued Draa au Maroc et dans l'ouest de l'Algérie à partir de janvier. Avec l'augmentation des températures, on s'attend à leur ponte dans les zones de végétation verte à partir de fin février ou de début mars. Il existe un risque modéré de reproduction dans le sud et le centre de l'Algérie au printemps, bien qu'il soit difficile d'en évaluer l'échelle.

26. Ailleurs au Sahel en Afrique de l'ouest, de petites populations de larves et d'adultes vont lentement devenir matures par endroits au nord du Mali et du Niger et, à un degré moindre, du nord du Tchad.

27. Compte tenu de la gravité de la recrudescence actuelle, la FAO recommande vivement a) l'exécution de prospections intensives dans les aires de reproduction hiverno-printanière situées le long de la mer Rouge, dans le nord de la Mauritanie et en Algérie, b) l'exécution d'opérations de lutte contre les infestations grégaires ou en cours de grégarisation et c) la transmission immédiate des résultats des prospections et de la lutte au Siège de la FAO.

B. AUTRES ACRIDIENS

Criquet migrateur africain

28. La fin de la sécheresse à la fin de 1992 en Afrique de l'est a entraîné plusieurs foyers d'infestation au Botswana, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe, où il a fallu mener des opérations de lutte pendant le premier semestre de 1993. On a dû intervenir de nouveau fin 1993 et début 1994. Des essaims ont également été détectés en Ethiopie et en Somalie à la fin de 1993.

Criquet nomade

29. Il y a eu une recrudescence importante d'activité du criquet nomade en 1993 et 1994. Du fait de la grave sécheresse qui a sévi dans le sud et le centre de l'Afrique, les aires habituelles d'infestation du criquet nomade sont devenues actives au moment où le niveau des eaux est redescendu, les conditions devenant alors propices à la reproduction. On a signalé des essaims dans certaines des aires habituelles d'infestation en Tanzanie et en Zambie, et notamment à Rukwa, à Wembere et Malaragasi. On a également signalé la présence de criquets nomades au Mozambique.

30. Cependant, l'IRLCO-CSA et les organismes nationaux de protection des plantes ont pris des mesures de lutte en 1994, avec l'aide de la FAO et d'autres donateurs, et on pense que de nouvelles opérations de lutte seront nécessaires au début de 1995 du fait de la présence de bandes larvaires issues de la reproduction qui a suivi les pluies de la fin de 1994.

Criquet brun

31. On n'a pas de données détaillées, mais il y a eu une importante infestation de criquet brun en Afrique du sud en 1993 et au début 1994, laquelle a rendu nécessaire l'organisation de vastes opérations de lutte. Des foyers plus réduits ont été signalés au Botswana et en Namibie pendant la même période.

Criquet marocain

32. Pendant le printemps de 1993, il y a eu une reproduction dans plusieurs zones du centre et du nord de l'Afghanistan et des opérations de lutte ont été entreprises contre des bandes larvaires. Au début de 1994, on a signalé que des infestations de criquets marocains ont provoqué des dégâts dans le sud de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, le long de la frontière afghane.

Criquet arboricole

33. Le criquet arboricole continue à poser des problèmes aux organismes nationaux de protection des plantes, en particulier au Soudan, en Ethiopie et en Erythrée. Cependant, on ne connaît pas avec précision l'importance détail l'étendue des mesures de lutte entreprises. On pense qu'il faut procéder d'urgence à des recherches supplémentaires sur le criquet arboricole afin d'essayer d'évaluer l'efficacité des stratégies actuelles de lutte.

C. Renseignements supplémentaires émanant des pays affectés

34. En **Mauritanie**, les essaims sont parvenus à l'extrémité nord et nord-est du pays jusqu'au 22°N où ils sont en train de pondre.

35. Au **Maroc**, les opérations de lutte ont commencé en janvier 1994 contre des groupes d'aîlés dans la région de Dakhla, où 46 ha ont été traités. Quatre avions et six équipes ont été mobilisés pour la surveillance et la lutte.

36. En **Algérie**, des opérations de lutte ont été entreprises fin 1994 contre des adultes formant des groupes sur 2 000 ha. Les équipes responsables traitent généralement les infestations lorsque la densité atteint 1 000 criquets par ha. Le regroupement des infestations et la reproduction devraient reprendre en mars dans la zone orientale du plateau Tademait et au nord de In Salah.

37. En **Libye**, la situation est relativement calme à l'exception de la présence de quelques individus de criquets pèlerins adultes matures dans la région de Hammada al Hamra et au Jebel Lawinat. Des opérations de lutte contre le criquet migrateur africain (mature) et contre des sauteriaux ont eu lieu dans le cadre du projet agricole Sarir au mois de décembre 1992 et en août 1994.

38. Au **Soudan**, une superficie totale de 174 636 ha sur 192 392 ha infestés a été traitée dans le nord Kordofan de juin à octobre 1993. Durant l'hiver, d'octobre 1993 à mars 1994, 11 018 ha au total étaient infestés dont seulement 90 ha ont été traités car la plupart des infestations étaient éparpillées et ne représentaient pas des cibles de lutte appropriées. Durant l'été 1994, de juin à octobre, 19 000 ha ont été traités sur 24 280 ha infestés. Les infestations actuelles sont disséminées sur une vaste superficie.

39. Au **Soudan**, d'importantes infestations de criquets arboricoles ont envahi les arbres et les champs de céréales en 1992/94. Au total, 918 099 ha ont été traités en 1992/93, 287 000 ha en 1993/94 et 115 000 ha en 1994/95. De faibles infestations de criquets migrants africains ont eu lieu dans les plantations mécanisées de sorgho et de canne à sucre en 1992/93 et en 1994, tandis que d'autres infestations similaires, parfois associées à des criquets pèlerins, concernaient le delta du Tokar.

40. En **Arabie Saoudite**, des essaims de criquets pèlerins sont toujours présents le long de la côte de la mer Rouge, de Lith à Medine. Au total, 78 essaims sont arrivés depuis le 29 novembre. La zone infestée s'étend sur 850 000 ha environ. Les essaims ont pondu et les éclosions ont commencé le 7 décembre.

41. Au **Kenya**, il y a eu des infestations de criquets arboricoles dans le nord du pays sur 1 000 ha en 1992/93.

42. En **Afrique de l'Est**, les prospections et la lutte contre le criquet nomade dans les aires grégariques de 1994 en Tanzanie devraient reprendre avant fin janvier. Des essaims pourraient se former de mai à juillet.

43. Les participants ont souligné que la situation était préoccupante dans plusieurs régions de l'aire de répartition du criquet pèlerin mais qu'elle ne semble pas aussi critique qu'au début de l'infestation de 1986-89. Ils ont demandé à la FAO et aux pays membres d'accroître l'effort de surveillance dans les zones critiques afin de pouvoir mieux évaluer la situation.

44. Les raisons qui expliqueraient le développement et la persistance des récentes infestations seraient notamment les suivantes:

- i) pas d'intervention suffisamment rapide;
- ii) impossibilité d'accéder dans certaines régions (par exemple nord du Mali et nord du Niger);
- iii) nécessité d'améliorer la surveillance, les échanges d'informations et les prévisions;
- iiii) besoin urgent de renforcer les opérations de lutte, spécialement dans les pays-clés affectés.

7. LUTTE ENTREPRISE PAR LES PAYS AFFECTES

45. Depuis le début de l'infestation acridienne actuelle, 4 053 256 ha au total ont été traités. Un tableau récapitulatif des opérations de lutte entreprises de novembre 1992 à janvier 1995 a été présenté aux participants (Annexe II).

8. POTENTIEL DE LUTTE ACTUEL

46. Le Secrétariat de la FAO a présenté ce thème et soumis un formulaire (Annexe III) visant à recueillir, de manière uniformisée, des informations auprès des pays pour pouvoir évaluer leur potentiel de lutte. Il a été proposé que ce formulaire soit complété pendant la réunion, sinon dès le retour des délégués dans leur pays avec une transmission rapide à la FAO.

9. ASSISTANCE FOURNIE AUX PAYS ET AUX ORGANISATIONS REGIONALES

47. Le Secrétariat de la FAO a présenté les aides multilatérales et bilatérales fournies par les donateurs depuis 1992; ces données sont résumées à l'Annexe IV.

48. Le Canada continue à venir en aide à plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest pour les prospections et la lutte antiacridienne, dans le cadre de l'OCLALAV. Le Canada a appuyé la mise en oeuvre de la recommandation du Conseil des Ministres de l'OCLALAV visant à créer une force sahélienne d'intervention en matière de lutte contre le criquet pèlerin.

La GTZ gère plusieurs projets bilatéraux sur la protection des plantes et l'élimination des stocks de pesticides obsolètes.

La France soutient des opérations de lutte et de prospection dans le cadre de son programme "Ecoforces".

Depuis 1992, l'USAID a fourni au total 4 065 000 dollars E.-U. d'aide d'urgence aux pays affectés par le criquet pèlerin. Des recherches se poursuivent concernant la maîtrise à long terme du problème acridien.

D'autres donateurs ont apporté leur soutien aux campagnes de 1993 et 1994.

49. Les participants ont exprimé leur satisfaction pour l'aide fournie par les pays donateurs et ont indiqué que des ressources sont également offertes à des pays affectés par d'autres pays victimes du criquet pèlerin, comme dans la région du Maghreb. Cette coopération a été jugée très encourageante et devrait servir d'exemple à d'autres régions.

10. RAPPORTS DU GROUPE TECHNIQUE SUR LE CRIQUET PELERIN

50. M. Shafi, actuel Président du Groupe technique sur le criquet pèlerin, a présenté les conclusions auxquelles le Groupe est parvenu (Annexe V a et b). Les participants à la 33e session du DLCC ont approuvé le rapport du Groupe technique; cependant ils ont noté que le Groupe technique a été constitué en 1990 et qu'il serait souhaitable de passer en revue ses attributions, la durée de son mandat et sa composition. Huit participants (MM. Chara, Ghaout, Gueye, Rassipour, Shafi, Mahjoub, Showler et van Huis) ont été chargés d'approfondir la question et de préparer une proposition qui sera examinée par la réunion.

51. La réunion a examiné la proposition relative à une révision du mandat, de la composition et de l'organisation du Groupe technique soumise au comité. La proposition a été adoptée par la réunion après quelques modifications; elle est jointe au présent document en tant qu'Annexe VI. La réunion a souligné que la compétence technique devrait être un critère important pour le choix des membres du Groupe technique. Par conséquent, les pays membres du Comité FAO de lutte contre le criquet pèlerin ont été priés de soumettre à la FAO dans un délai d'un mois des propositions de candidature, de façon que le Groupe comprenne un expert de chacune des cinq régions affectées par le criquet pèlerin (Afrique du Nord-Ouest, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Proche-Orient et Asie du Sud-Ouest) et trois experts des pays donateurs. On a noté que le Groupe technique pourrait faire appel, le cas échéant, à des experts spécialisés.

52. L'assemblée a recommandé que le Groupe technique soit composé des personnalités suivantes en raison de leur capacité personnelle en tant qu'experts en acridologie: M. Chara (Algérie), M. Gueye (Sénégal), M. El-Gammal (Egypte), M. Karrar (DLCO-EA) et M. Shafi (Pakistan). Trois représentants des donateurs seront désignés dans un délai d'un mois. Le Représentant des Pays-Bas a accepté de contacter les autres donateurs afin que la proposition soit faite à temps, proposition que les Pays-Bas présenteront au nom des autres donateurs.

53. L'assemblée a reconnu que le point le plus important que le Groupe technique devra discuter sera la composante acridienne du programme EMPRES. D'autres points ont été identifiés lors de la dernière séance du Groupe technique et comprennent les stratégies de lutte, la réorganisation des structures régionales et l'échange d'information. Le Secrétariat ou le Groupe technique lui-même devrait avoir la flexibilité d'identifier d'autres sujets importants à considérer par le Groupe technique.

11 SUITE DONNEE AUX RECOMMANDATIONS DE LA 32EME SESSION

54. Le Secrétariat de la FAO a indiqué les dispositions prises pour mettre en oeuvre les recommandations formulées à la trente-deuxième session du Comité. La plupart des recommandations ont été exécutées mais leur réalisation a parfois été gênée par un manque de fonds. En particulier, le Comité estime qu'une plus grande attention doit être apportée au règlement du problème des stocks d'insecticides obsolètes. D'actuelles contraintes financières empêchent la FAO de rétablir le poste de secrétaire de la Commission d'Asie du Sud-Ouest. Cependant, le Comité souligne l'importance de l'Asie du Sud-Ouest pour la lutte contre le Criquet pèlerin.

12. STRATEGIE DE LUTTE PREVENTIVE

55. Le Secrétariat de la FAO a présenté ce thème et M. van Huis a résumé les travaux du séminaire sur les stratégies de lutte, tenu en décembre 1993 à Wageningen. Les participants ont convenu de l'importance de la lutte préventive, en général considérée comme la prévention des recrudescences et des infestations. Cette lutte viserait à éviter le déplacement des acridiens vers les pays voisins. Son objectif deviendrait automatiquement la prévention d'une invasion si un foyer infectieux se développait.

56. Les aspects suivants ont été mis en lumière durant les débats:

a) Tout programme de lutte préventive doit être axé sur une surveillance régulière pendant les périodes de reproduction dans les zones où les criquets sont habituellement présents et se reproduisent. Toute infestation dangereuse détectée doit être maîtrisée. Cependant, dans certains cas, il est difficile de détecter et de maîtriser des populations grégaires, surtout dans les zones reculées ou difficiles d'accès.

b) Les seuils d'intervention varient selon les pays.

c) Toute stratégie de lutte préventive exige la collaboration et la participation de tous les pays affectés.

d) Les participants ont estimé qu'il faudrait continuer à mettre au point les détails méthodologiques de la lutte préventive. Il n'a pas encore été possible de formuler une stratégie globale de lutte préventive. Il a été décidé que le programme EMPRES serve de document de base pour la formulation d'un projet de lutte préventive.

e) La FAO devrait assurer la coordination des programmes de lutte préventive. Les structures qui existent déjà dans les pays affectés doivent être renforcées. Toute approche de la lutte préventive doit être adaptée aux conditions particulières de la zone ou de la région concernée.

57. Un groupe de donateurs a proposé la constitution d'un groupe consultatif composé de représentants des donateurs, des pays affectés et de la FAO, chargé d'examiner les questions liées à la recherche, aux stratégies, à l'intervention rapide et à la coordination et a demandé à la FAO d'entreprendre une étude économique qui porterait sur (i) les conséquences économiques des infestations, ii) les coûts pour l'économie et l'environnement, y compris concernant l'aide bilatérale et multilatérale et iii) l'efficacité des techniques actuelles de lutte.

58. Après consultation avec les donateurs (Banque Africaine de Développement, Allemagne, Pays-Bas, Etats-Unis, Communauté Européenne, Canada, France, Japon et Norvège) et les pays affectés (Algérie, Bénin, Egypte, Pakistan et Soudan) dans un groupe spécial de travail, la création d'un groupe consultatif a été considérée comme prématurée. Les donateurs discuteront du mandat de ce groupe en relation avec celui du Groupe technique ainsi que des modalités de sélection des membres des pays affectés.

59. Le Secrétariat a assuré à l'assemblée que la FAO s'est engagée à poursuivre le processus de consultation avec les donateurs et les pays affectés dans le cadre du programme EMPRES.

13 SYSTEME DE PREVENTION DES SITUATIONS D'URGENCE (EMPRES) POUR LE CRIQUET PELERIN

60. Le Secrétariat de la FAO a décrit les mesures préparatoires qui ont déjà été prises en vue de la formulation d'un cadre pour EMPRES. EMPRES a été créé par le Directeur général de la FAO et approuvé par le Conseil de la FAO en mai 1994 et la priorité a été accordée, dans un premier temps, au criquet pèlerin et à la peste bovine. Un document de la FAO intitulé "Lutte contre le criquet pèlerin - document thématique" expliquant les raisons de la création d'EMPRES et ses objectifs a été élaboré et distribué à tous les pays membres du Comité FAO de lutte contre le criquet pèlerin.

61. Une équipe de trois consultants de la FAO a analysé les problèmes posés par la lutte contre le criquet pèlerin et proposé un cadre pour un programme EMPRES dans la région centrale. Le concept d'EMPRES, ainsi que la proposition émanant de l'équipe, ont déjà été examinés avec les donateurs ainsi qu'au cours d'un atelier tenu au Caire avec les pays concernés de la région centrale et avec des représentants d'autres régions, et lors des dernières réunions de la Commission pour le Proche-Orient et celle de l'Afrique du Nord-Ouest.

62. La réunion a remercié le Directeur général de la FAO d'avoir lancé le programme EMPRES. Les pays affectés par le criquet pèlerin ont convenu à l'unanimité d'intégrer l'élément "criquet pèlerin" d'EMPRES dans le cadre élaboré. Toutefois, on a souligné qu'EMPRES devrait aussi s'intéresser aux régions occidentale et orientale de l'aire de distribution du criquet pèlerin. Le Secrétariat de la FAO a noté que des fonds EMPRES limités ont aussi été alloués à ces deux régions. Le programme ne devrait pas créer de nouvelles structures mais renforcer les services nationaux existants. La priorité doit être accordée aux opérations de surveillance et de prospection, tout en tenant compte des structures existant dans la région.

63. La session a reconnu la nécessité d'un programme tel qu' EMPRES, et a souligné qu'il faudrait étudier les aspects économiques. La réunion a recommandé à la FAO d'entreprendre de toute urgence une évaluation à cette fin. La FAO a indiqué qu'elle a déjà entamé ce type d'études, mais qu'elle a besoin, pour les mener à bonne fin, de l'appui de toutes les parties.

64. Les participants ont convenu que la conception et la mise en oeuvre du volet criquet pèlerin d'EMPRES devront faire l'objet de débats supplémentaires (au sein du Groupe technique). Toutefois, ces débats ne devraient pas retarder le lancement des activités d'EMPRES dans la région centrale. Le Groupe technique devrait se réunir en mars pour poursuivre la discussion au sujet de la mise en oeuvre d'EMPRES et de son extension à d'autres régions en dehors de la région centrale. A cette occasion, le Groupe technique devrait inviter d'autres représentants des donateurs à participer à ses délibérations afin d'assurer un vaste soutien des actions futures.

14. ACTIVITES DE RECHERCHE

65. La réunion a noté les progrès récemment accomplis dans certains domaines de la recherche sur le criquet pèlerin. Ces travaux visent, notamment, à trouver des pesticides de substitution qui pourraient être utilisés, comme l'était la dieldrine, pour des traitements en barrière, mais qui seraient moins dangereux pour la santé et pour l'environnement. La France a mentionné l'apparition d'un nouveau pesticide, le FIPRONIL, déjà expérimenté en conditions opérationnelles sur le criquet pèlerin et pour lequel les résultats montrent actuellement qu'il pourrait être utilisé pour les traitements en barrière sans présenter la plupart des inconvénients de la dieldrine.

66. Les recherches relatives à l'utilisation opérationnelle de l'imagerie satellitaire pour la détection de la végétation, aux pesticides sans danger pour l'environnement et aux techniques d'épandage devraient être poursuivies. Il est important également que leurs résultats parviennent à l'utilisateur final. Le Comité a mis l'accent sur la nécessité de réaliser des recherches opérationnelles et recommande de les encourager davantage.

15. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX DE LA LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN

67. Depuis quatre ans, la FAO, par le biais du projet Locustox exécuté au Sénégal, étudie les effets des pesticides utilisés dans la lutte contre le criquet pèlerin, sur l'environnement et sur la santé humaine. Les résultats de ce projet seront disponibles dans la collection FAO "Desert Locust Guidelines" (Directives pour la lutte contre le criquet pèlerin).

68. Le Maroc a créé une unité nationale chargée du suivi de l'environnement; la Mauritanie a récemment décidé de faire de même en coopérant, dans un premier temps, avec le projet Locustox.

69. Le DLCC encourage la création de projets similaires pour les autres régions de l'aire d'invasion afin de contribuer au progrès des connaissances concernant les effets de l'usage des pesticides, ainsi que pour former du personnel national à l'utilisation correcte et sans danger de ceux-ci.

16. PESTICIDES OBSOLETES ET PERIMES

70. Il existe des stocks de pesticides anciens et mal entreposés, souvent abandonnés depuis l'infestation de 1986-89 et éparpillés dans les pays affectés. La plupart de ces stocks sont périmés et certains contiennent des substances organochlorées qui ne sont plus utilisées dans la lutte contre le criquet pèlerin. La FAO a examiné les diverses possibilités pour réduire ces stocks. La réaction de certains donateurs a été généreuse. La FAO, avec des fonds mis à sa disposition par les Pays-Bas, a exécuté un projet visant à éliminer les pesticides périmés. Toutefois, les quantités de stocks périmés sont énormes. La réunion a donc recommandé à la FAO et à la communauté des donateurs d'accorder l'attention voulue à la poursuite des efforts dans ce domaine.

71. La réunion a recommandé que le problème actuel ne soit pas aggravé par une accumulation inutile de stocks de pesticides. La réunion a recommandé à la FAO, aux pays affectés et aux donateurs, d'entreprendre de nouveaux efforts de coopération pour résoudre ce problème et d'accorder la priorité aux pays où le problème se pose avec acuité.

17. ACTIVITES DE FORMATION ET AUTRES

72. Le Secrétariat a examiné les activités de formation et autres qui ont été menées depuis la dernière session.

- formation aux niveaux national et régional ainsi que formations individuelles au Siège, y compris plusieurs ateliers et séminaires sur des thèmes spécifiques. Le Comité a pris note de la programmation d'un atelier de formation des prospecteurs des pays d'Afrique du nord-ouest qui se tiendra au Maroc en mai 1995.
- la FAO a publié une série de directives concernant la biologie des criquets, les prospections, l'information et la prévision, la lutte et l'organisation des campagnes anti-acridiennes. Ces directives seront traduites en français et en arabe et distribuées aux pays affectés et aux donateurs. La FAO a aussi préparé un atlas des habitats du criquet pèlerin ainsi qu'un annuaire de la recherche sur le criquet pèlerin.
- la FAO poursuit ses efforts visant à améliorer la qualité et la transmission du Bulletin mensuel sur le criquet pèlerin en utilisant les techniques de télécopie et de courrier électronique.
- une ligne téléphonique d'urgence fonctionnant 24 heures sur 24 a été mise en service au Siège pour les signalisations acridiennes avec un numéro d'appel pour les anglophones (522-52420), un numéro d'appel pour les francophones (522-54578) et un numéro d'appel pour les arabophones (522-54021).

73. Le DLCC a recommandé l'adoption d'une fiche normalisée de signalisation (surveillance et lutte) à utiliser par tous les pays affectés et à envoyer au Siège de la FAO (Annexe VII).

74. La réunion a noté que la formation est aussi assurée par un certain nombre de donateurs sur une base bilatérale. Le DLCC enregistre avec satisfaction la proposition française de création d'un Master spécialisé en acridologie opérationnelle.

75. La session a demandé à la FAO de continuer à organiser des sessions de formation, en particulier sur l'utilisation des images satellitaires dans les opérations de surveillance et de lutte contre le criquet pèlerin.

76. Le Comité a approuvé l'octroi d'une bourse de longue durée pour la région orientale sur le Fonds TF 9161.

18. SITUATION DES COMMISSIONS ET ORGANISATIONS REGIONALES CHARGEES DU CRIQUET PELERIN ET SUIVI DES RECOMMANDATIONS

77. La Commission de l'Afrique du Nord-Ouest s'est réunie à Alger en octobre 1992 et à Tripoli en octobre 1994. Le Comité exécutif a tenu une réunion à Agadir en octobre 1993. Les priorités suivantes ont été précisées : 1) situation du criquet pèlerin en Mauritanie et mesures à prendre pour en limiter l'extension; 2) mobilisation de fonds pour les projets présentés concernant les stations météorologiques automatiques et la recherche en matière de lutte préventive et 3) renforcement des services nationaux de lutte anti-acridienne, en particulier grâce à la formation et la fourniture d'équipements.

78. Un résumé des conclusions et des recommandations des 19e et 20e sessions de la Commission du Proche-Orient a été présenté. Les échanges d'informations, la formation et la recherche sont les principaux domaines de préoccupation de la Commission et des progrès dans ces domaines ont été signalés. Le volet criquet pèlerin du programme EMPRES ainsi que le rapport de l'atelier spécial qui a eu lieu au Caire en 1994 concernant sa mise en oeuvre dans la Région centrale ont été approuvés par la Commission. Il a été proposé de modifier l'accord portant création de la Commission, ce qui permettrait à d'autres pays de la Région centrale de devenir membres.

79. Les principales activités de la **Commission de l'Asie du Sud-Ouest** ont porté sur des prospections conjointes à la frontière entre l'Iran et le Pakistan et dans les zones de reproduction estivale d'Inde et du Pakistan, sur les cours de formation nationaux et régionaux et sur le renforcement des capacités de surveillance et de lutte dans les Etats membres. Les recommandations faites à la dernière session de la Commission ont été axées sur la poursuite du renforcement de la Commission elle-même ainsi que des Etats membres. Le suivi de ces recommandations sera examiné à la première session du Comité exécutif qui se tiendra à Rome du 23 au 25 janvier 1995.

80. La réunion a invité la FAO à faire tout son possible en vue de poursuivre le renforcement de la Commission de l'Asie du Sud-Ouest. Le Secrétariat a indiqué que les problèmes budgétaires étaient tels qu'il fallait étudier d'autres solutions que le recrutement au plan international d'un Secrétaire à plein temps.

81. Le Directeur de l'**Organisation de lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain (OLCP-EA)** a fait savoir au Secrétariat de la FAO qu'il regrettait de n'être pas en mesure d'assister à la réunion. Malheureusement, son rapport qui n'a pas été reçu à temps, n'a pu être distribué aux participants à la réunion.

82. L'**Organisation commune de lutte anti-acridienne et de lutte anti-aviaire (OCLALAV)** a créé une force sahélienne d'intervention (résolution du Conseil des Ministres des Etats Membres de 1993) qui bénéficie à l'heure actuelle d'un financement du Canada. En 1994, des actions de prospection/lutte terrestres et aériennes ont été entreprises en Mauritanie et au Sénégal avec la participation de neuf équipes nationales, de trois équipes sahéliennes et de deux aéronefs de surveillance et de lutte. L'OCLALAV a aussi participé à des activités de formation et de recherche en collaboration avec le projet Locustox et le PRIFAS.

83. Bien que l'**IRLCO-CSA** soit surtout responsable du criquet nomade, l'Organisation est partie prenante dans la maîtrise efficace des acridiens en général. L'IRLCO-CSA lutte aussi contre d'autres acridiens dans ses Etats Membres, essentiellement le criquet migrateur africain et le criquet brun. La principale stratégie de l'Organisation depuis sa création en 1949 est la lutte préventive. L'Organisation mène des activités nationales de formation et de recherche afin d'améliorer ses capacités opérationnelles. L'Organisation dispose d'une flotte aérienne à son siège en Zambie. De nouveaux pays ont manifesté leur intention d'adhérer à l'IRLCO-CSA et des efforts sont en cours pour mener à bien ces démarches. Les Etats membres font tous leurs efforts pour s'acquitter de leurs obligations financières vis-à-vis de l'Organisation.

84. Les donateurs ont été priés d'examiner les propositions de projet préparées par les organisations régionales en vue d'un soutien éventuel.

85. Le Comité a pris note de la coopération fructueuse qui existe entre l'OCLALAV et la CLCPANO et de la volonté des pays de ces deux structures à renforcer cette coopération. La FAO a accueilli favorablement la proposition d'organiser une réunion regroupant les pays d'Afrique de l'ouest et du nord-ouest pour définir une stratégie commune de lutte tout en étudiant la restructuration des organismes existant dans cette région; elle a donné son accord pour le financement de cette réunion et se chargera de son organisation.

19. FONDS FIDUCIAIRE INTERNATIONAL 9161: CONTRIBUTIONS, DEPENSES ET PLAN DE TRAVAIL 95/96

86. Le Secrétariat a présenté le budget annuel et les comptes pour la période 1992-1994 (Annexe VIII) ainsi qu'une proposition de plan de travail pour 1995/96 (Annexe IX) qui a été adoptée à l'unanimité par la réunion.

87. La réunion a suggéré que les donateurs puissent éventuellement envisager de faire des contributions régulières, dans le cadre soit du fonds fiduciaire existant, soit d'un fonds fiduciaire distinct. Le Comité a prié les Pays membres de s'acquitter dans les meilleurs délais de leurs contributions dues au fonds fiduciaire au titre des années précédentes. La réunion a recommandé que la FAO renforce son appui aux organisations régionales pour la formation et l'information.

20. AUTRES QUESTIONS

88. Le Secrétariat a présenté un bref aperçu du nouveau système d'information géographique (SWARMS) récemment élaboré au Siège de la FAO. Ce système sera utilisé pour mieux gérer les données sur les acridiens et sur l'environnement provenant du terrain et devrait permettre aux spécialistes FAO des prévisions acridiennes de mieux analyser les données sur les acridiens et sur les conditions météorologiques. L'Organisation devrait ainsi pouvoir fournir de meilleures prévisions et donner l'alerte plus rapidement aux pays affectés et aux donateurs. Il a été souligné que ce système se fonde sur les rapports détaillés des prospections, qui doivent être communiqués rapidement à la FAO depuis les pays affectés. A mesure que les moyens de télécommunication s'amélioreront, le SWARMS pourra faire partie d'un plus vaste réseau d'échange d'informations entre les pays affectés et la FAO.

21. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION

89. Le Comité a convenu que la prochaine session du DLCC aurait lieu au Siège de la FAO à Rome à une date qui sera fixée par le Directeur général de la FAO. Si la situation acridienne le justifie, la prochaine session se tiendra en 1996; sinon, les futures sessions du DLCC devraient avoir lieu tous les deux ans.

22. ADOPTION

90. Après les débats, le Rapport de la trente-troisième session a été adopté.

23. MOTION DE REMERCIEMENTS

91. Les participants, satisfaits des documents présentés, des discussions fructueuses qui en ont découlé, ainsi que de la parfaite organisation de la 33ème session, présentent leurs vifs remerciements à la FAO.

LISTE DES PARTICIPANTS

Algérie

Bachir Chara
 Chef de Département Recherche à INPV
 B.P.80
 El Harrach
 Alger

Nasreddine Rimouche
 Représentant permanent adjoint de l'Algérie
 auprès de la FAO
 Via Barnaba Oriani 26
 00197 Rome

Allemagne

Stephan Krall
 Locust Coordinator
 GTZ
 P.O. Box 5180
 65726 Eschborn

Dieter Link
 Deputy Permanent Representative of
 Germany to FAO
 Via F. Siaci 2c
 00197 Rome

Arabie Saoudite

Adnan Khan
 Head, Locust Control Sector
 Ministry of Agriculture & Water
 P.O. Box 4174
 Jeddah

Belgique

Colette Taquet
 Représentant permanent suppléant de la
 Belgique auprès de la FAO
 Via Omero 8
 00197 Rome

Bénin

Chakirou Lawani
 Chef de Service Protection des Végétaux
 Ministère du Développement Rural
 B.P. 58
 Portonovo

Burkina Faso

Christophe Kiemtoré
 Représentant permanent adjoint du Burkina
 Faso auprès de la FAO
 Via Alessandria 26
 00198 Rome

Cameroun

Thomas Yanga
 Représentant permanent adjoint du Cameroun
 auprès de la FAO
 Via di Siracusa 4-6
 00161 Rome

Canada

Emmanuel Hounzangbé
 Consultant
 ACDI
 209 Promenade du Vallon
 Aylmer (Qué) J9J 1ng

Michel Lessard
 Administrateur Principal de projet
 ACDI
 200 Promenade du Portage
 Hull (QUE)

Egypte

Mohamed Samir Simary
 Director-General
 Locusts & Agroaviation
 Ministry of Agriculture
 Cairo

Espagne

Jaime Garcia y Badias
Alternate Permanent Representative of
Spain to FAO
Largo dei Lombardi 21
00186 Rome

Juan Peinado Vacas
Technical Agricultural Engineer
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food
c/ Velazquez 147
Madrid 28002

Etats-Unis d'Amérique

Alan Green
USDA/APHIS/IS
6505 Belcrest Road
Hyattsville
Maryland

Allan Showler
Technical Advisor to the AELGA Project
Disaster Response Coordination Office
Africa Bureau
USAID.
U.S. State Department Building
Washington, D.C. 20523-0089

Ethiopie

Gebrehiwot Redai
Alternate Permanent Representative of Ethiopia
to FAO
via Andrea Vesalio 16
Rome

France

Laurent Bonneau
Chef de Délégation
Ministère français de la Coopération
20 rue Monsieur
75700 Paris

Georges Bruge
Responsable technique Afrique
& Moyen-Orient
Rhone-Poulenc Secteur AGRO
14-20 rue Pierre Baizet
69009 Lyon

Michel Lecoq
Acridologue
CIRAD-GERDAT-PRIFAS
B.P. 5035
34032 Montpellier - Cedex 1

Tahar Rachadi
CIRAD-GERDAT-PRIFAS
B.P. 5035
34032 Montpellier - Cedex 1

Inde

Inderjit Singh Malhi
Joint Secretary
Ministry of Agriculture
Krishi Bhavan
New Delhi 110001

Irak

Kutaiba M. Hassan
Permanent Representative of Iraq to FAO
Via della Camilluccia 355
00135 Rome
Italy
Iran

Ahmad Rassipour
Chef de l'Organisation de la Protection des
végétaux
Ministère de l'Agriculture
POB 4568
Evin, Teheran 19395

Israël

Zwi Klein
Head Section of Entomology
P.P.I.S.
Ministry of Agriculture
P.O.B. 78
Bet Dagan 50250

Italie

Franco Ginocchio
Représentant permanent adjoint de l'Italie
auprès de la FAO
Piazza Margana 19
00186 Rome

Lorenzo Gizchini
Coll. Agrario del M.R.A.A.F.
Ministero delle Risorse Agricole Alimentari et
Forestali
Via XX Settembre 20
Rome

Maroc

Japon

Kanji Kawakami
Alternate Permanent Representative of
Japan to FAO
Via Quintino Sella 60
00187 Rome

Hiroaki Kishi
Permanent Representative of Japan to FAO
Via Quintino Sella 60
00187 Rome

Jordanie

Malek Twal
Alternate Permanent Representative of
Jordan to FAO
Via G. Marchi 1B
00161 Rome

Kenya

Paul Chepkwony
Agriculture Attache
Alternate Permanent Representative of
Kenya to FAO
Via Archimède 164
Rome 00197

Domiziano Kaburu Njeru
Head, Plant Protection Service
Ministry of Agriculture, Livestock Development
and Marketing
P.O. Box 14733
Nairobi

Koweït

Fatima Hayat
Alternate Permanent Representative of Kuwait
to FAO
Via San Saba 18
00153 Rome

Libye

Mustafa Aliesh
Head of Desert Locust Control Committee
Ministry of Agriculture
P.O. Box 169
Tripoli

Faraj Karra
Secretariat, Ministry of Agriculture
Sidi El Masri
Tripoli

Saïd Ghaout
Chef du Centre national de Lutte
Antiacridienne
Ministère de l'Intérieur
B.P. 125 Inezgane
Maroc

Wafaa Zniber
Représentant permanent suppléant du Maroc
auprès de la FAO
Via Lazzaro Spallazani 8-10
00161 Rome

Mauritanie

Melainine Ould Moctar Neche
Représentant Permanent de la Mauritanie
auprès de la FAO
Via Paisiello 26 - Int 5
00198 Rome

Ould Dih Cheikh Dih
Direction de la D.R.A.P.
Ministère du développement Rural et de
l'Environnement
Nouakchott

Mohamed Tourad
Représentant Permanent Adjoint de la
Mauritanie auprès de la FAO
Via Paissiello 26 - Int 5
00198 Rome

Niger

Hadizatou Ibrahim
Représentant permanent suppléant du Niger
auprès de la FAO
Via Antonio Baimonti 10
00195 Rome

Soumaila Issaka
Représentant permanent adjoint du Niger
auprès de la FAO
Via Antonio Baimonti 10
00195 Rome

Nigeria

F. Bature
Permanent Representative of Nigeria to FAO
Via Orazio 14-16
00193 Rome

Norvège

Turid Kongsvik
Alternate Permanent Representative of
Norway to FAO
Via delle Terme Deciane 7
00153 Rome

Preben Ottesen
Norwegian Institute of Public Health
Geitmyrsveien
N-0462 Oslo

Ouganda

Jerome Karugaba
Permanent Representative of Uganda to FAO
Via Giuseppe Pisanelli 1
00196 Rome

Wilberforce A. Sakira
Alternate Permanent Representative of
Uganda to FAO
Via Giuseppe Pisanelli 1
00196 Rome

Pakistan

Muhammad Shafi
Adviser and Director
Department of Plant Protection
Ministry of Food, Agriculture and Livestock
Malir Halt
Karachi 27

Pays-Bas

Peter R. Janus
Alternate Permanent Representative of the
Netherlands to FAO
Via delle Terme Deciane 6
00153 Rome

Arnold Van Huis
Tropical Entomologist
Directorate General for International
Cooperation
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 8031
6700 Wageningen

Sénégal

Cheikh Christophe Gueye
Directeur de la Protection des Végétaux
Ministère de l'Agriculture
BP 20054
Thiaroye sur Mer

Dakar

Soudan

Hassan Abbas El-Tom
Director General
Plant Protection Directorate
Box 14
Khartoum North

Suède

Bo Lennart Wilen
Permanent Representative of Sweden to FAO
Piazza Rio de Janeiro 3
00161 Rome

Karl Staffan Wikteliuss
Swedish Agriculture University
P.O. Box 7044
75007 Uppsala

Syrie

Khalil Alsheikh
Deputy Director
Plant Protection Department
Ministry of Agriculture and Agrarian Reform
Damascus

Tchad

Malloum Bamanga Abbas
Représentant Permanent Suppléant du Tchad
auprès de la FAO
Via Antoniotto Usodimare 46
00154 Rome

Tunisie

Hamdi Hafedh
Responsable de la section acridologie
Ministère de l'Agriculture (D.G.P.A.)
Sous-Division défense des cultures
30, rue Alain Samary
Tunis

Salah Hamdi
Représentant Permanent de la Tunisie auprès
de la FAO
Via Asmara, 7
00199 Rome

Royaume-Uni

David Sands Smith
Permanent Representative of the UK to FAO
Viale Aventino 36, Int. 1
00153 Rome

Union Européene

Luis Delgado Sancho
Alternate Permanent Representative of the
European Union to FAO
Via IV Novembre 149
00187 Rome

Yemen

Ahmed Al-Hawri
Vice Permanent Representative of Locust, Other
Migratory Pests & Emergency Operations Group
Plant Production & Protection Division

OBSERVATEURS

Banque Africaine de Développement (BAD)

Marc Empain
Project Officer
ADB/NARD Department
B.P. 1387 Abidjan

Organisation de lutte contre le Criquet nomade en Afrique du sud (IRLCO-CSA)

Erikana Byaruhanga
Director
International Red Locust Control Organisation for
Central and Southern Africa (IRLCO-CSA)
P.O. Box 240252
Ndola

Organisation Commune de Lutte Antiacridienne et de Lutte Antiaviaire (OCLALAV)

Ahmadou Ndiaye
Directeur-général
OCLALAV
B.P. 1066
Dakar

PERSONNEL DE LA FAO

H.W. Hjort
Député Directeur-Général

Mohamed S. Zehni
Directeur
Division de la production végétale et de la protection des plantes

N.A. Van der Graaff
Chef
Service de la Protection des Plantes

Abderrahmane Hafraoui
Fonctionnaire Principal
Centre d'intervention antiacridienne d'urgence
Division de la production et de la protection des plantes

B. Zelazny
Fonctionnaire principal chargé de la planification
Centre d'intervention antiacridienne d'urgence
Division de la production végétale et de la protection des plantes

Max de Montaigne
Fonctionnaire information, prévision acridienne
Centre d'intervention antiacridienne d'urgence
Division de la production végétale et de la protection des plantes

K. Cressman

Fonctionnaire information, prévision acridienne

Centre d'intervention antiacridienne d'urgence

Division de la production végétale et de la protection des plantes

Hilde Niggemann

Fonctionnaire Agricole, Opérations

Centre d'intervention antiacridienne d'urgence

Division de la production végétale et de la protection des plantes

A. Monard

Fonctionnaire Agricole chargé de l'information acridienne

Centre d'intervention antiacridienne d'urgence

Division de la production et de la protection des plantes

Michel Cherlet

Consultant

Locust, Other Migratory Pests & Emergency Operations Group

Plant Production & Protection Division

PERSONNEL REGIONAL

Nézil Mahjoub, FAO Regional Locust Officer, Algiers

M. Taher, Regional Office for the Near East (RNEA) Cairo

James Everts, Chief Technical Advisor, GCP/SEN/041, Sénégal

MESURES DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN

1. Depuis le début de la recrudescence du Criquet pèlerin fin 1992 jusqu'à fin 1994, un total de 4.053.256 ha ont été traités dans les pays suivants:

| | |
|-----------------|-----------|
| Arabie Saoudite | 1.705.992 |
| Mauritanie | 910.487 |
| Pakistan | 316.979 |
| Inde | 311.372 |
| Soudan | 281.065 |
| Sénégal | 253.074 |
| Yémen | 156.650 |
| Maroc | 42 000 |
| Erythrée | 27.570 |
| Egypte | 20.400 |
| Algérie | 22 000 |
| Oman | 10.900 |
| Ethiopie | 800 |
| Somalie | 300 |
| Guinée Conakry | 232 |
| Niger | 217 |
| Guinée Bissau | 70 |
| Iran | 55 |
| Tchad | 47 |
| Cap-Vert | 30 |
| Gambie | 15 |

2. Malgré le succès global des mesures de lutte, il reste un besoin constant d'améliorer les méthodes d'application et les mesures de sécurité qui leur sont associées pour minimiser les risques potentiels pour l'environnement et l'homme.

3. Un examen récent des réactions face à la recrudescence actuelle montre qu'une amélioration du suivi des pesticides en termes de sécurité et d'efficacité, ainsi que des rapports de campagne plus détaillés, devraient être considérés comme prioritaires.

Potentiel de surveillance et de lutte antiacridienne - Afrique de l'ouest, Afrique du nord-ouest et Afrique de l'est

| Description | Radios | | | | | GPS | Pulvérisateurs UBV | | | | | Aéronefs | | | Personnel | | | | | | | | | | | |
|--------------|---------|------|-----|-------|--------|---------------|--------------------|------|-----|-------|--------|-------------|-------------------|--------------------|-----------|-------|--------|------------------------|--------------|------------------------------|-------------|-------|-------------|-------------------------|-------|--|
| | mobiles | | | | | | fixes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Cadon | Icom | Pye | Yaesu | others | TOTAL MOBILES | Codan | Icom | Pye | Yaesu | others | TOTAL FIXES | monté sur aéronef | monté sur véhicule | ENS | à dos | à main | pulvérisateurs non-UBV | surveillance | surveillance + lutte | hélicoptère | TOTAL | techniciens | personnel non-technique | TOTAL | |
| Pays | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Burkina Faso | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mali | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mauritanie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Niger | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sénégal | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tchad | 29 | | | 3 | 3 | 35 | 1 | | | | | 1 | 10 | | 9 | 1 | 1500 | | | | | | 9 | 48 | 57 | |
| Algérie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Lybie | 30 | | 7 | | | 37 | 30 | | 15 | | | 45 | 5 | 5 | 40 | 50 | 100 | | 15 | disponibles en cas de besoin | | | 30 | 50 | 80 | |
| Maroc | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tunisie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Djibouti | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Erythrée | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ethiopie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Kenya | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soudan | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ouganda | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tanzanie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DLCO-EA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

(cf. tableau Proche - Orient)

Potentiel de surveillance et de lutte antiacridienne - Proche-Orient et Asie du sud-ouest

| Description | Pesticides | | | | | | Appât (kg) | | | Véhicules | | | | | | | | | | | |
|-----------------|--------------------------------------|--|--|--|-------|--|---------------|-------------------|--------------------------|-----------|------------------|------------------|-----------------|-----------------|--------|-------|----|----|---|-----|--|
| | UBV (1.000 litres) | | | | | | CE (1.000 l.) | Poudre (1.000 kg) | COUVERTURE en HA (1.000) | | 2 roues motrices | 4 roues motrices | camion 2 tonnes | camion 5 tonnes | Unimog | TOTAL | | | | | |
| | Bendiocarb 20% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Chlorpyriphos 45% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Chlorpyriphos 25% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Deltamethrin 25% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Deltamethrin 12.5% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Diazinon 90% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fenitrothion 100% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fenitrothion 96% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fenitrothion 50% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Karate 4% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Malathion 96% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | autres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | TOTAL UBV | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Diazinon 60% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fenitrothion 50% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | TOTAL CE (autres compris) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Bendiocarb 1% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Propoxur 2% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | TOTAL POUDRE (autres compris) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | COUVERTURE en HA (1.000) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 2 roues motrices | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 4 roues motrices | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | camion 2 tonnes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | camion 5 tonnes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Unimog | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | TOTAL | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PAYS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Arabie Saoudite | | | | | 170.0 | | | 300.0 | 126.0 | 596.0 | | | | 1200.0 | 7 | 100 | 3 | 10 | | 120 | |
| Bahrein | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EAU | | | | | | | | 10.0 | 1.0 | 11.0 | | | | 22.0 | | 8 | 2 | | | 10 | |
| Egypte | | | | | | | | | | 54.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 91.0 | | 40 | 20 | 10 | | 70 | |
| Irak | | | | | | | | | | 18.0 | 18.0 | | 10.0 | 36.0 | | 11 | | | | 11 | |
| Jordanie | | | | | | | | 0.2 | 8.0 | 0.8 | 7.0 | 7.0 | | 8.6 | 19 | 1 | | | | 20 | |
| Koweïl | | | | | | | | 2.8 | 8.0 | 11.5 | 3.0 | 5.5 | 3.0 | 27.6 | | | 8 | 2 | | 10 | |
| Liban | | | | | | | | | | 5.0 | | | | 10.0 | | | | | | | |
| Oman | | | | | | | | | | 37.0 | 2.0 | 2.0 | | 66.0 | | 17 | 1 | 1 | | 19 | |
| Qatar | | | | | | | | | | 3.5 | 1.0 | 1.0 | | 8.0 | 19 | 4 | 2 | 2 | | 27 | |
| Soudan | | | | | | | | | | 349.9 | 9.9 | 4.4 | 149.5 | 900.0 | 15 | 210 | 5 | 10 | 9 | 240 | |
| Syrie | | | | | | | | | | 141.5 | 2.7 | | 92.0 | 287.0 | | | | | | | |
| Yemen | | | | | | | | 8.0 | | 20.5 | | | | 30.0 | | 17 | | 1 | | 18 | |
| Afghanistan | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Inde | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Iran | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pakistan | | | | | | | | 77.0 | 22.4 | 293.8 | | | | 3000.0 | 73 | 65 | | 8 | | 146 | |

Potentiel de surveillance et de lutte antiarabie - Proche-Orient et Asie du sud-ouest

| Description | mobiles | | | | | Radios | | | | | GPS | Pulvérisateurs UBV | | | | | Aéronefs | | | | Personnel | | | | | | |
|-----------------|---------|------|-----|-------|--------|---------------|-------|------|-----|-------|-----|--------------------|-------------|-------------------|--------------------|-----|----------|--------|------------------------|--|--------------|----------------------|-------------|-------|-------------|-------------------------|-------|
| | Codan | Icom | Pye | Yacsu | others | TOTAL MOBILES | Codan | Icom | Pye | Yaesu | | others | TOTAL FIXES | monté sur aéronef | monté sur véhicule | ENS | à dos | à main | pulvérisateurs non-UBV | | surveillance | surveillance + lutte | hélicoptère | TOTAL | techniciens | personnel non-technique | TOTAL |
| Pays | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Arabie Saoudite | | | | | | | | | | | 2 | | | 30 | 150 | | | | | | | 2 | 4 | 6 | 100 | 200 | 300 |
| Bahreïn | | | | | | | | | | | 2 | | | 14 | | 30 | | | | | | | | | | | |
| EAU | | | | | | | | | | | 2 | | | 30 | 1500 | | | | | | | | | 11 | 30 | 41 | |
| Egypte | 2 | | 2 | | | 6 | 10 | 3 | 3 | | 2 | | | 13 | 49 | 78 | 1021 | | | | | | | | 183 | 681 | 864 |
| Irak | | | | | | | | | | | 2 | | | 5 | 30 | | | | | | | | | | | | |
| Jordanie | | | | | | | | | | | 4 | 2 | | 1 | | 20 | | | | | | | | | | | |
| Koweït | | | | | | 2 | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | 30 | 35 | 65 |
| Liban | | | | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Oman | | | | 10 | | | 10 | | | | >2 | | | 18 | 4 | 60 | | | | | | | 2 | 2 | 29 | 50 | 79 |
| Qatar | | | | | | | | | | | 2 | | | 8 | | 17 | | | | | | | | | 18 | 43 | 61 |
| Soudan | | | | | | 1 | 9 | 60 | | | >2 | | | 12 | 60 | 87 | 369 | | | | | | | | | | |
| Syrie | | | | | | 14 | 6 | 6 | | | 2 | | | 139 | 18 | 31 | 2300 | | | | | | | | | | |
| Yémen | | | | | | 10 | | | | | >2 | | | 11 | | 7 | | | | | | | | | 36 | 16 | 52 |
| Alghanisian | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Inde | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Iran | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pakistan | | | | | | 11 | | | | | 11 | 20 | 21 | | | 41 | 10 | 23 | 55 | | | | | 2215 | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

ASSISTANCE FOURNIE AUX PAYS ET AUX ORGANISATIONS REGIONALES

L'aide fournie dans le cadre de projets FAO et de projets ECLC financés par des donateurs de la FAO, est présentée en détail à l'Annexe 1. Le coût de l'aide fournie au titre de ces projets est estimé à 21 millions de dollars E.-U. environ.

L'Annexe 2 contient des détails sur l'aide bilatérale fournie durant l'infestation. Etant donné que certains donateurs n'ont pas informé officiellement la FAO du niveau de l'aide bilatérale, cette annexe pourrait contenir des erreurs. Il pourrait y avoir aussi d'autres inexactitudes dans ces données. Les donateurs et les pays bénéficiaires sont priés d'informer la FAO de toute erreur contenue dans l'Annexe 2. Le montant de l'aide fournie de sources bilatérales a été estimé par la FAO à 30 millions de dollars E.-U. environ.

1. Projet ECLO-FAO pour l'urgence acridienne 1993/94

| Bénéficiaire | Cote du projet | Budget en dollars E.-U. |
|--------------------------------------|---|-------------------------|
| <u>Afrique de l'Est</u> | | |
| Interrégional | ECLO/INT/030/SWE | 914,913 |
| Erythrée, Ethiopie | ECLO/RAF/031/USA | 1,000,000 |
| Ethiopie | ECLO/ETH/030/SWE | 177,582 |
| Soudan | ECLO/SUD/031/USA | 760,000 |
| Soudan | ECLO/SUD/034/EEC | 130,120 |
| Soudan | ECLO/SUD/033/NET | 247,368 |
| Soudan | ECLO/SUD/032/IFA | 284,495 |
| Soudan | ECLO/SUD/035/SWE | 121,692 |
| Soudan | ECLO/SUD/030/UK | 143,500 |
| | Total | 3,779,670 |
| <u>Proche-Orient</u> | | |
| Yémen | ECLO/YEM/030/USA | 275,000 |
| | Total | 275,000 |
| <u>Afrique du Nord et de l'Ouest</u> | | |
| Afrique | ECLO/RAF/032/USA | 1,400,000 |
| Afrique, Asie | GCP/RAP/189/JPN* | 290,295 |
| Interrégional | ECLO/INT/034/FRA | 153,236 |
| Interrégional | ECLO/INT/031/UK | 1,802,680 |
| Interrégional | ECLO/INT/006/FRA | 267,894 |
| Interrégional | ECLO/INT/033/NET | 971,588 |
| Afrique du Nord-Ouest | ECLO/RAF/037/OPF | 200,000 |
| Sénégal, Mauritanie | ECLO/RAF/033/CAN | 377,118 |
| Sénégal, Mauritanie | ECLO/RAF/034/NOR | 133,067 |
| Afrique de l'Ouest | ECLO/RAF/035/EEC | 853,933 |
| Afrique de l'Ouest | ECLO/RAF/036/LUX | 280,000 |
| | Total | 6,729,811 |
| <u>Asie</u> | | |
| Asie Régional | ECLO/RAS/030/USA | 750,000 |
| | Total | 750,000 |
| Total partiel | PROJETS ECLO | 11,534,481 |
| Total partie | Projets FAO/PCT (ECLO) | 3,359,000 |
| | TOTAL | 14,893,481 |
| * | Affectation réservée aux activités ECLO | |

II. Projets PCT durant la campagne de lutte antiacridienne d'urgence en 1993

| Bénéficiaire | Cote du projet | Budget en dollars E.-U. |
|---------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <u>Afrique de l'Est</u> | | |
| Djibouti | TCP/DJI/2351 | 57,000 |
| Ethiopie | TCP/ETH/4454 ARMYWORM | 250,000 |
| Erythrée | TCP/RAF/2372 | 190,000 |
| Somalie | TCP/SOM/2359 | 50,000 |
| Soudan | TCP/SUD/1358 | 170,000 |
| Tanzanie | TCP/URT/4451 RED LOCUST | 193,000 |
| <u>Proche-orient</u> | | |
| Yémen | TCP/YEM/1355 | 312,000 |
| <u>Afrique du Nord</u> | | |
| Algérie | TCP/ALG/2357 | 150,000 |
| Maroc | TCP/MOR/2355 | 300,000 |
| <u>Afrique de l'Ouest</u> | | |
| Tchad | TCP/CHD/2354 | 70,000 |
| Gambie | TCP/GAM/4445 | 60,000 |
| Mali | TCP/MLI/1358 | 100,000 |
| Mauritanie | TCP/MAU/1354 | 300,000 |
| Mauritanie | TCP/MAU/2357 | 300,000 |
| Mauritanie | TCP/MAU/4451 | 290,000 |
| Niger | TCP/NER/2356 | 100,000 |
| Sénégal | TCP/SEN/2354 | 350,000 |
| Sénégal | TCP/SEN/4451 | |
| <u>Asie</u> | | |
| Inde | TCP/IND/2359 | 100,000 |
| Pakistan | TCP/PAK/2358 | 100,000 |
| | TOTAL | 3,842,000 |

GROUPE TECHNIQUE SUR LE CRIQUET PELERIN

3ème Session

Rome, Italie, 11-13 Janvier 1995

1) Ouverture

La session a été ouverte par Mr. Van der Graaff, Chef du Service de la Protection des Plantes, qui a souhaité la bienvenue aux membres du Groupe. Il a également souligné l'importance de l'ordre du jour proposé et la nécessité d'approfondir certains points de l'ordre du jour du Groupe Technique.

Il a mis l'accent sur le rôle du Groupe technique et le mandat que lui a confié le DLCC et a souhaité plein succès à ses travaux.

Le président sortant, Mr. Y. Ashour, a également souhaité la bienvenue aux participants et les a invités à formuler des propositions concrètes à la 33e session prochaine du DLCC; celle-ci revêt une importance particulière en raison des questions prévues à l'ordre du jour

2) Election du Président et du Vice-Président

Mr. M. Shafi, a été élu Président et Mr. L. Soumaré Vice-Président.
Le Secrétariat est assuré par la FAO.

Ont participé les membres suivants:

Membres: Y. Ashour
T. Benhalima
L. Soumaré
M. Shafi
A. Karrar (Absent excusé)

Fonctionnaires FAO

N.A. Van der Graaff
A. Hafraoui
H. Niggemann
M. de Montaigne
K. Cressman
B. Zelazny
M. Mahjoub
M. Taher

3) Adoption de l'ordre du jour

Après débats et discussions, l'ordre du jour suivant a été adopté:

1. Ouverture de la session
2. Election du Président et du Vice-Président
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Election du Comité de rédaction
5. Réflexion sur le système de l'information
6. Potentiel de lutte existant
7. Suivi des recommandations de la 32e Session du DLCC
8. Stratégies de lutte préventive (EMPRES, réorganisation des structures régionales antiacridiennes...)
9. Activités de recherche acridienne
10. Aspects environnementaux liés à la lutte antiacridienne
11. Pesticides obsolètes
12. Formation
13. Fonds fiduciaire 9161: contributions, dépenses, plan de travail 95/96
14. Ordre du jour de la 33e Session du DLCC
15. Critères et composition du Groupe technique
16. Thèmes à examiner lors de la prochaine session du Groupe technique
17. Date et lieu de la prochaine session
18. Adoption du rapport

4) Election du Comité de rédaction

Le Comité de rédaction est constitué de MM. Ben Halima, Soumaré et du Secrétariat.

5) Réflexions sur le système de l'information et des prévisions acridiennes

Le Secrétariat a introduit ce sujet en mettant en exergue l'importance de l'information et de son exploitation pour élaborer des prévisions fiables.

Dans le souci de standardiser et de simplifier la collecte et la transmission des informations, le Secrétariat a présenté un tableau résumant l'ensemble des informations à collecter sur le terrain et propose que le modèle retenu soit utilisé par l'ensemble des pays.

Le Groupe technique a examiné le dit tableau, l'a complété et le propose au DLCC en vue de son adoption.

Néanmoins, pour assurer la collecte et la transmission de façon appropriée, le Groupe a souligné la nécessité de voir les pays disposer de structures nationales antiacridiennes suffisamment étoffées et outillées pour réaliser cette activité en tenant compte des technologies nouvelles en vue d'une amélioration de l'information.

6) Potentiel de lutte existant

Le Groupe a jugé utile de reprendre l'élaboration de tableaux exhaustifs des moyens existants dans les différents pays et organisations, en vue d'une meilleure évaluation et exploitation de ce potentiel au moins une fois par an par la FAO. Il est entendu que le Secrétariat demande aux pays membres du DLCC de transmettre les données à Rome.

7) Suivi des recommandations de la 32e Session du DLCC

Le Groupe technique a noté avec satisfaction la manière avec laquelle ce point de l'ordre du jour a été présenté.

Le Groupe technique a noté que la majeure partie des recommandations a été suivie d'effets.

Le Groupe a été informé des difficultés que le Secrétariat a rencontrées pour l'exécution de certaines recommandations et l'a chargé de poursuivre son effort en vue de leur exécution.

8) Stratégies de lutte préventive (Système de prévention des urgences pour les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES), réorganisation des structures régionales antiacridiennes...)

Après examen des documents (*) présentés par le Secrétariat et portant sur le programme EMPRES et ses six objectifs, le Groupe technique a souligné l'intérêt que constitue la mise en place d'une stratégie de Lutte préventive dans la région centrale, tout en rappelant la nécessité de l'étendre rapidement aux deux autres régions concernées par le Criquet pèlerin.

Le Groupe technique relève que les documents présentés constituent un programme général qu'il est urgent de traduire en plan de travail détaillé pour la réalisation effective de la Lutte préventive dans la Région centrale.

Il a également attiré l'attention sur le fait que les structures de gestion de ce programme doivent être aussi légères, transparentes que possible et s'appuyant sur les potentialités déjà existantes dans la Région.

Le Groupe technique a noté avec satisfaction l'apport financier de la FAO dans cette approche. Il souhaite que le programme puisse recevoir suffisamment d'appui financier additionnel de la part des donateurs et des pays concernés.

Dans le but de répondre aux exigences de la mise en oeuvre d'une stratégie globale de la lutte préventive, le Groupe technique juge utile de revoir l'organisation actuelle des structures chargées de la coordination et des opérations de la lutte antiacridienne.

9) Activités de recherche

Le Groupe technique a été informé des activités de recherche entreprises dans différentes régions et sur différents sujets.

Il a noté les remarques suivantes:

- une grande dispersion des efforts dans ce domaine
- une duplication dans les thèmes traités
- un manque de coordination entre les différents partenaires sur ce sujet
- les recherches entreprises ne portent pas sur les sujets prioritaires

(*) Document de conception, Résolution de la 106e Session du Conseil FAO, Rapport de la mission de formulation I et II, Réunion des donateurs, Rapport de l'Atelier du Caire)

Le Groupe technique tout en encourageant toute promotion de recherche dans le domaine acridien, suggère que la FAO reprenne en charge la coordination de la recherche en y associant étroitement les pays, les commissions et les organisations régionales.

Il a également proposé la réactivation des stations de recherches sur le terrain afin d'assurer la continuité de celles-ci.

10) Aspects environnementaux liés à la lutte antiacridienne

Les études actuelles relatives à l'évaluation des risques liés à l'utilisation des pesticides dans la lutte antiacridienne pour la santé humaine et l'environnement ont été passées en revue et principalement celles menées par le projet Locustox au Sénégal.

Le Groupe technique propose dans la mesure où les acquis de recherches entreprises ne sont pas extrapolables, de reconduire ce genre d'études dans d'autres pays et régions affectés.

Il propose également que la formation sur la protection de l'environnement et sur l'utilisation sans risque des pesticides soit intensifiée.

11) Pesticides obsolètes

Le Groupe technique a jugé une fois de plus que le problème des pesticides obsolètes constitue une grande menace pour l'environnement et la santé de l'homme. Il propose au DLCC de réitérer la recommandation faite à ce sujet à sa 32^{ème} Session (Chapitre XIV, par. 70 à 76).

Compte tenu du grand intérêt que les pays accordent à cette question, le Groupe technique suggère que l'attention des organes directeurs de la FAO soit attirée sur ce grave problème.

12) Formation

Le Groupe technique a constaté que les deux bourses accordées aux régions occidentales et centrales sur le fonds fiduciaire 9161 n'ont pas été utilisées. Il demande qu'elles le soient pour l'année universitaire 1995-1996.

Il propose en outre qu'une troisième bourse soit attribuée à la région orientale de l'aire d'invasion du Criquet pèlerin pour la même année universitaire.

Le Groupe technique souhaite l'organisation de stages interrégionaux ou spécifiques.

13) Fonds fiduciaire 9161: contributions, dépenses, plan de travail 95/96

PLAN DE TRAVAIL 95/96

Proposition de budget pour l'année 95/96 pour étude par le Groupe technique de travail du DLCC.

Sur la base d'une approbation d'un budget annuel se montant à US\$ 206 000 et l'actuelle balance estimée à US\$ 518 000, le plan de travail ci-dessous mentionné et son budget est prévu pour l'année 95/96 en accord avec les points suivants:

| | Budget 95 | Budget 96 |
|--|--------------|-----------|
| 1) 3 boursiers débutant en été 95 3 boursiers en 96 | US\$ 30 000 | 75 000 |
| 2) Publication et distribution du Bulletin sur le Criquet pèlerin Soutien financier aux Commissions/et Organisations régionales pour le fax | 20 000 | 20 000 |
| 3) Coûts de traduction/publication des directives sur le Criquet pèlerin | 10 000 | - |
| 4) Prospection antiacridienne dans les zones névralgiques | 40 000 | 35 000 |
| 5) Coût de la réunion DLCC 95 | 20 000 | - |
| 6) Cours de formation | 20 000 | 10 000 |
| 7) Groupe technique du DLCC 95/96 | 15 000 | 25 000 |
| 8) Réunions techniques des experts | 15 000 | 15 000 |
| 9) Balance non allouée | 10 000 | - |
| <hr/> | | |
| Total US\$ | 180 000 | 180 000 |
| Coût Service FAO 13% | 23 400 | 23 400 |
| <hr/> | | |
| | US\$ 203 400 | 203 400 |
| Balance non allouée | 2 600 | 2 600 |
| <hr/> | | |
| Budget global | 206 000 | 206 000 |
| <hr/> | | |
| 9) Fonds de réserve (Urgence) | | 100 000 |
| <hr/> | | |

Notes:

1) Le budget ci-dessus mentionné est basé sur le budget annuel actuel approuvé du Comité et se montant à US\$ 206 000. L'utilisation de ce budget ne pourra être mis en oeuvre que si la somme d'argent est actuellement disponible dans le Fonds Fiduciaire. La somme actuelle se montant à US\$ 518 000, l'utilisation du budget pour 95 et 96 est déjà pourvue, incluant l'allocation de réserve de US\$ 100 000 prévue uniquement pour les situations d'urgence.

2) En complément de la balance actuellement disponible, les contributions devraient être reçues au cours de l'année 95/96. C'est pourquoi le Comité devrait charger le Secrétariat de la FAO d'augmenter le budget sur la base de sommes supplémentaires. Ces fonds additionnels devraient être dépensés dans les domaines suivants cités par ordre de priorité:

- 1 - Assistance technique (Consultations)
- 2- Equipement pour la lutte et la prospection
- 3- Soutien aux activités pour la recherche antiacridienne

14) Critères et Composition du Groupe technique

Après échanges de vue et après avoir analysé le mandat du Groupe technique assigné par le DLCC, le Groupe technique propose en complément de ses termes de références ce qui suit:

- 1) Que le choix des membres du Groupe soit basé sur la capacité et la compétence des membres à titre individuel.
- 2) Qu'il y ait une représentativité géographique tant que faire se peut.
- 3) Que les Commissions et les organisations régionales soient associées au Groupe Technique en tant qu'observateurs.
- 4) Que le Groupe technique soit permanent à moins que le DLCC ne juge nécessaire la modification de sa composition.

15) Ordre du jour de la 33e Session du DLCC

Après examen de la proposition présentée par le Secrétariat, l'ordre du jour ci-après a été retenu:

- 1) Ouverture de la session
- 2) Election du Président et du Vice-Président
- 3) Adoption de l'ordre du jour
- 4) Election du Comité de Rédaction
- 5) Situation acridienne d'octobre 1992 à janvier 1995
 - (a) Criquet pèlerin
 - (b) Autres espèces
- 6) Mesures de lutte
- 7) Examen des moyens de lutte existants
- 8) Assistance fournie aux pays et aux organisations régionales
- 9) Rapports du Groupe technique sur le Criquet pèlerin
- 10) Suite donnée aux recommandations de la trente-deuxième session
- 11) Système de prévention des urgences (EMPRES) pour le Criquet pèlerin

- 12) Stratégie de lutte préventive
- 13) Activités de recherche
- 14) Aspects environnementaux de la lutte contre le Criquet pèlerin
- 15) Pesticides périmés et qui ne sont plus en usage
- 16) Formation
- 17) Situation des commissions et des organisations régionales de lutte antiacridienne et suite donnée aux recommandations
 - (a) Commission pour le Proche-Orient
 - (b) Commission pour l'Afrique du Nord-Ouest
 - (c) Commission pour l'Asie du Sud-Ouest
 - (d) DLCO-EA
 - (e) OCLALAV
 - (f) IRLCO-CSA
- 18) Fonds fiduciaire 9161: Contributions, dépenses et plan de travail 1995-1996
- 19) Autres questions
- 20) Date et lieu de la prochaine session
- 21) Adoption du rapport

16) Thèmes à examiner lors de la prochaine session du Groupe technique

Le Groupe Technique souhaite réserver le temps qu'il lui est imparti lors de ses réunions pour étudier de façon approfondie certains thèmes ayant trait à la problématique acridienne et qui lui seront proposés soit par le DLCC, soit par le Secrétariat, soit par le Groupe lui même.

Le Groupe technique suggère pour sa prochaine réunion les thèmes suivants:

- La stratégie
- La réorganisation des structures régionales
- L'information

Le Groupe technique demande au Secrétariat de lui présenter suffisamment à l'avance les documents à étudier relatifs aux thèmes proposés.

17) Date et lieu de la prochaine réunion du Groupe technique

La prochaine réunion du Groupe Technique se tiendra en fonction de la date de la prochaine session du DLCC et demande au Secrétariat de prendre les dispositions nécessaires à ce sujet, sachant que ce Groupe doit se réunir deux fois par an.

18) Adoption du rapport

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité et sera présenté à la prochaine session du DLCC pour appréciation et approbation.

**COMPTE-RENDU DE LA DEUXIEME REUNION
DU GROUPE TECHNIQUE SUR LE
CRIQUET PELERIN**

FAO, Rome, 13-17 septembre 1993

I. INTRODUCTION

Conformément à la recommandation de la 32ème session du Comité FAO de lutte contre le Criquet pèlerin (DLCC), la deuxième réunion du Groupe Technique sur le Criquet pèlerin s'est tenue au Siège de la FAO à Rome du 13 au 17 septembre 1993.

La réunion a été ouverte par Mr. Thami BEN HALIMA, Président de la première réunion du Groupe Technique qui a souhaité la bienvenue aux participants.

Mr. N. Van der Graaff, Chef du Service de la Protection des plantes, a, au nom du Directeur Général de la FAO, souhaité également la bienvenue aux participants et rappelé la gravité de la situation actuelle. Il a par ailleurs attiré l'attention du Groupe sur l'importance de l'ordre du jour de cette réunion et l'a invité à approfondir sa réflexion sur le problème acridien afin de formuler des propositions pour des stratégies à moyen et long terme.

Participants

Ont assisté à cette réunion

Membres: . Y. ASHOUR Y. (Arabie Saoudite)
. T. BENHALIMA (Maroc)
. A. M. KARRAR (DLCO-EA)
. L. SOUMARE (OCLALAV)
. M. SHAFI (Pakistan) (excusé)

Personnel de la FAO: N.A. VAN DER GRAAFF
A. HAFRAOUI
H. NIGGEMANN
M. DE MONTAIGNE
B. ZELAZNY
N. MAHJOUR
M. TAHER
L. McCULLOCH (Consultant FAO)

Observateur: T. ABATE (SAC)

II. ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour suivant a été adopté:

1. Déclaration liminaire (FAO)
2. Constitution du Bureau
3. Situation et perspectives du criquet pèlerin
4. Mesures d'urgence prises par la FAO
5. Aide fournie
6. Stratégies de lutte à long terme contre le criquet pèlerin
 - (a) Afrique de l'Ouest/Afrique du Nord-Ouest
 - (b) Région centrale
 - (c) Fonds fiduciaire des donateurs du DLCC
7. Formation en matière de lutte antiacridienne
 - (a) Généralités
 - (b) Propositions
 - (c) Financement
8. Recherches sur le criquet pèlerin
 - (a) Généralités
 - (b) Planification de la recherche
 - (c) Financement de la recherche
9. Pesticides obsolètes et périmés
10. Questions d'environnement
11. Préparation de l'ordre du jour du DLCC
12. Autres questions découlant de la trente-deuxième session du DLCC
13. Questions diverses
14. Date et lieu de la prochaine session

III. BUREAU

Monsieur Yacoub Ashour a été élu Président de la réunion du Groupe Technique.

Le Secrétariat est assuré par la FAO.

Le comité de rédaction est constitué de l'ensemble des participants à la réunion.

IV. RESUME DES DISCUSSIONS

1. Situation et perspectives du Criquet pèlerin

Le Secrétariat a présenté un exposé succinct sur la situation du Criquet pèlerin dans le monde, situation que tous les participants ont qualifié de très préoccupante.

En effet, d'importantes infestations de Criquet pèlerin se maintiennent dans les régions de reproduction estivale au Pakistan et en Inde. Malgré les opérations de lutte à grande échelle par voies terrestres et aériennes, de nombreuses bandes larvaires de derniers stades et d'essaims immatures constituent une menace croissante pour les cultures dans les provinces du Punjab et du Sind au Pakistan et dans les districts de Jaisalmer, Bikaner et Barmer au Rajasthan en Inde.

En raison des bonnes conditions écologiques, une partie de ces essaims pourrait se reproduire à la fin de septembre dans les zones restant vertes alors que l'autre se déplacerait, dans les prochaines semaines, vers les zones de reproduction hiverno-primptanières du Baluchistan au Pakistan et en Iran et éventuellement vers celles situées dans la Péninsule Arabique.

En Mauritanie, des bandes larvaires de derniers stades présentes entre Kiffa et Tidjikja ont commencé à former des essaims immatures. Ces essaims se dirigeront probablement vers l'Ouest et le Nord-Ouest, au Brakna et au Trarza ainsi que vers le Nord du pays où les conditions écologiques s'améliorent en raison de pluies récentes. Quelques essaims pourraient atteindre le Sud-Ouest du Maroc. Par ailleurs, il est possible que des infestations existent dans d'autres zones non encore prospectées.

Des opérations de lutte par voie terrestre se poursuivent et celles par voie aérienne devraient commencer bientôt.

Au Niger et au Mali, les conditions écologiques semblent défavorables dans les zones de reproduction à l'exception de celles situées au Sud et au Sud-Est de Ménaka (Mali) et entre Tahoua, Tassara et In-Gall (Niger).

Au Tchad, la situation est apparemment calme.

Au Soudan, des bandes larvaires de derniers stades ont été trouvées dans le Nord Kordofan. D'autres, seraient probablement présentes dans le Nord Darfur. Bien que des opérations de lutte aérienne et terrestre soient en cours, des essaims pourraient se déplacer vers l'Est dans les zones de reproduction hiverno-primptanière, le long des côtes de la Mer Rouge.

En Somalie, en Erythrée et en Ethiopie, la situation acridienne n'est pas claire et mérite d'être mieux évaluée, non seulement pour des actions immédiates éventuelles mais aussi pour l'évolution générale de la situation dans la région, au cours des prochains mois.

Dans les autres régions de l'aire d'invasion, la situation acridienne semble calme.

Le Groupe Technique s'est inquiété de l'aggravation de la situation du Criquet pèlerin malgré les dispositions prises à différents niveaux. Il attribue cette aggravation à l'insuffisance voir le manque d'informations en provenance du terrain. Les raisons à cela sont:

- l'insuffisance des moyens de prospection;
- l'impossibilité d'accès à certaines zones d'activités du Criquet pèlerin;
- l'insuffisance des moyens de communication;
- la difficulté pour les consultants, en raison de l'insuffisance des moyens précités, à mener à bien leurs missions.

Pour pallier ces insuffisances, le Groupe Technique préconise le renforcement des structures nationales et régionales chargées de la lutte contre le Criquet pèlerin (cf. stratégies de lutte).

2. Mesures d'urgence prises par la FAO

Depuis le regain d'activité du Criquet pèlerin enfin 1992, la FAO a pris plusieurs mesures d'urgence dont les principales sont:

- Rétablissement par le Directeur Général de la FAO du Centre d'intervention antiacridien d'urgence (CIAU/ECLLO);
- Réunion des pays de la Région Centrale le 14 janvier 1993 pour établir un plan de travail;
- Réunions des donateurs le 1er mars 1993 et le 23 juillet 1993;
- Appel du Directeur Général de la FAO à la communauté internationale des donateurs;
- Communiqués de presse pour informer l'opinion publique internationale;
- Mise en place de PCT (Erythrée, Ethiopie, Mali, Mauritanie, Niger, Pakistan, Inde, Somalie, Soudan, Tchad et Yémen);
- Participation/appui aux opérations menées dans le cadre de l'assistance bilatérale;
- Mise en place de projets régionaux et inter-régionaux en vue d'une plus grande flexibilité des moyens fournis par ces projets;
- Réunion technique *ad-hoc* à Tunis regroupant les pays du Sahel et du Maghreb pour définir des plans d'action d'urgence et à moyen terme;
- Renforcement en personnel administratif de l'ECLLO;

Il ressort de la discussion sur ce point ce qui suit:

Le Groupe Technique a constaté que malgré l'importance de ces mesures prises par la FAO, la situation acridienne non seulement n'a pu être maîtrisée mais continue à évoluer dangereusement. Il attribue cela à:

- un manque d'informations précises sur l'ampleur des infestations et au retard dans leur transmission; d'où un déphasage chronique dans les opérations de prospections et de lutte;

- une mise en place partielle et non globale des moyens d'intervention (manque de carburant ou de personnel ou....);

- une lenteur dans les systèmes de financements;

- un manque de réalisme dans l'expression des besoins par les pays affectés.

A la lumière de ce qui précède le Groupe Technique juge qu'il est nécessaire de traiter le problème acridien dans sa globalité en prenant en considération tous les aspects qui concourent au maintien des populations acridiennes à un faible niveau (surveillance, circulation de l'information, lutte, formation, recherches, protection de l'environnement, etc...).

3. Aides fournies

Le Groupe Technique a été informé du regain d'intérêt de la part des donateurs qui s'est traduit, à la demande de la FAO, par une mobilisation importante de fonds (7 millions \$ E.U.) pour faire face à la résurgence de l'invasion. Dans le même contexte, la FAO a, de son côté, financé de nombreux projets PCT sur son programme ordinaire.

Il est à souligner que les donateurs accordent une importance à la rapidité et à la flexibilité dans l'utilisation des fonds.

Les donateurs ont en outre manifesté leur intérêt pour le financement de la stratégie de la lutte préventive.

Le Groupe Technique s'est félicité de l'importance des fonds reçus et de la nouvelle attitude des donateurs envers cette stratégie. Il demande que tout soit mis en oeuvre afin que les opérations de terrain soient menées avec la diligence requise.

Pour répondre à cette exigence, une des solutions consiste à constituer des "banques" de moyens de lutte (pesticides, heures de vol, matériels...).

4. Stratégies de lutte à long terme

Le Secrétariat a rappelé les différentes phases qu'a connues le projet de lutte préventive contre le Criquet pèlerin en Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest et les difficultés rencontrées pour son financement.

Suite à la recrudescence actuelle à partir de la Région centrale et du rôle que joue depuis toujours cette région dans la généralisation des invasions, les donateurs manifestent un intérêt particulier pour la mise en place d'un projet de lutte préventive dans cette région.

Le Groupe Technique estime positive cette approche des donateurs. Néanmoins, en raison de l'interdépendance des zones de reproductions des trois régions composant l'aire d'invasion du Criquet pèlerin (régions orientale, centrale et occidentale), le Groupe Technique considère que la solution la plus durable du problème Criquet pèlerin réside dans la réalisation de la lutte préventive au niveau des trois régions précitées. Ce qui exige l'élaboration d'un programme global comprenant des projets régionaux tenant compte des spécificités de chaque région.

Etant donné la complexité d'une telle tâche, il est souhaitable que l'élaboration de ce programme soit menée dans le cadre d'une consultation. Le document produit sera soumis à l'appréciation du Groupe Technique.

Une fois adopté par le DLCC, ledit programme sera exécuté selon les priorités et les disponibilités financières.

Etant donné le caractère permanent des actions à mener dans le cadre de la lutte préventive et la nécessité d'en assurer un financement approprié et continu, le Groupe Technique soutient l'idée de la création d'un fonds fiduciaire des donateurs et les autres Etats membres du DLCC (exp. Fonds fiduciaire) spécifique pour la lutte contre le Criquet pèlerin.

5. Formation

Le Secrétariat a rappelé les différentes activités de formation de courtes durées réalisées par la FAO au cours des deux dernières années et celles programmées (Projets, GCP/INT/517/BEL; GCP/RAF/189/JPN)

Dans le cadre des recommandations du DLCC relatives à la formation, la FAO a fait part des démarches qu'elle a entreprises pour recenser les besoins des pays dans ce domaine.

Le Groupe Technique relève qu'en raison du report de la présente réunion, il n'a été possible de mettre en application la recommandation de la 32ème Session du DLCC relative à l'octroi de bourse de haut niveau à partir de 1993 sur le fonds fiduciaire 9161.

Le Groupe demande à la FAO de financer sur le fonds précité deux bourses, l'une pour la région occidentale et l'autre pour la région centrale au plus tard en 1994. Il propose l'attribution d'une 3ème bourse sur ce même fonds à la région orientale. Il est à préciser que le fonds fiduciaire 9161 ne doit en aucun cas financer plus que trois bourses en même temps. L'attribution de bourses aux différentes régions concernées se fera selon des critères qui seront établis et soumis à l'appréciation du DLCC par le Groupe Technique.

6. Recherches

Un exposé détaillé sur les activités de recherches sur le Criquet pèlerin a été fait par le représentant et le secrétaire du SAC.

Ils ont ainsi présenté les quatre projets approuvés par le SAC et en cours de réalisation. Ils ont également souligné les difficultés financières du PNUD pouvant éventuellement affecter le financement d'autres projets par cet Organisme.

D'un autre côté, le SAC a fait part d'une proposition d'un avant-projet portant sur le développement des prévisions acridiennes (RAMSES).

Le Groupe Technique a demandé que les avant-projets de recherches approuvés par le SAC soient soumis à son appréciation avant leur approbation par le DLCC.

En vue de mieux associer les compétences nationales et régionales aux programmes de recherches, le Groupe Technique demande leur recensement et l'évaluation de leurs capacités. En outre, les structures nationales et régionales chargées de la lutte antiacridienne doivent régulièrement être informées des projets de recherches à réaliser dans leurs zones d'action.

Tout en tenant compte des recommandations de l'Atelier International FAO sur la Recherche et la Planification en matière de lutte antiacridienne (Marrakech, 24-28 Mai 1993), le Groupe Technique souhaite l'élaboration d'un plan de développement des recherches afin de mieux en assurer la coordination et rationaliser ainsi les fonds alloués par différentes sources à ces activités.

7. Pesticides obsolètes

La FAO a informé les participants qu'un projet relatif aux pesticides obsolètes financé par les Pays-Bas est en cours d'exécution.

Ses objectifs sont:

- Inventaire des pesticides obsolètes existants dans les pays;
- Examen des méthodes de destruction en vue d'en déterminer les plus appropriées;
- Dispositions en vue d'éviter l'accumulation de pesticides obsolètes;
- Opérations pilotes de destruction;
- Etablissement d'un plan multi-donateurs;
- Constitution d'un groupe de travail sur les pesticides obsolètes.
- Envisager la reformulation de produits périmés si nécessaires.

Le Groupe Technique souligne l'intérêt d'un tel projet et souhaite que les actions prévues soient réalisées en priorité dans les régions les plus affectées par ce problème.

Le Groupe Technique a formulé le voeu de voir le projet apporter des solutions urgentes tel le transvasement des pesticides stockés des fûts détériorés dans d'autres fûts neufs et de bonne qualité.

8. Environnement

Le Secrétariat a informé les participants de l'avancement du projet Locustox et d'un projet français traitant du même sujet au Burkina Faso. Il a été demandé que les documents sur le projet et ses acquis soient transmis pour information aux pays. Il a été également jugé utile que de plus amples renseignements soient recueillis sur le projet français.

9. Ordre du jour de la prochaine session du DLCC

Le Groupe Technique a examiné l'ordre du jour de la prochaine session du DLCC et l'a arrêté comme suit:

1. Ouverture de la session
2. Election du Président et du Vice-Président
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Election du comité de Rédaction
5. La situation acridienne d'octobre 1992 à octobre 1994
 - (a) Criquet pèlerin
 - (b) Autres espèces
6. Les mesures de lutte entreprises
7. Examen du potentiel de lutte existant
8. Suivi des recommandations de la 32ème session du DLCC
9. Assistance fournie aux pays et aux organisations régionales
10. Stratégie de lutte préventive
11. Rapport du Groupe Technique sur le Criquet pèlerin
12. Activité de recherche
13. Aspects environnementaux liés à la lutte antiacridienne
14. Pesticides obsolètes et périmés
15. Formation
16. Situation des commissions et des organisations régionales de lutte antiacridienne et suites données aux recommandations formulées à leurs réunions annuelles
 - (a) Commission pour le Proche-Orient
 - (b) Commission pour l'Afrique du Nord-Ouest
 - (c) Commission pour l'Asie du Sud-Ouest
 - (d) DLCO-EA
 - (e) OCLALAV
 - (f) IRLCO-CSA
17. Fonds fiduciaire 9161: contributions et dépenses
18. Autres questions
19. Date et lieu de la prochaine session
20. Adoption du rapport

Le Groupe a, par ailleurs, suggéré à la FAO d'examiner la possibilité de convoquer la 33ème Session du DLCC en Juin 1994.

10. Suivi des recommandations de la 32ème Session du DLCC

Etant donné qu'il n'a pas été possible au Secrétariat, en raison du surplus de travail occasionné par la résurgence de l'invasion, d'établir un document exhaustif sur le suivi des recommandations de la 32ème Session du DLCC, le Groupe Technique a proposé de reporter l'examen de ce point à sa prochaine réunion.

11. Fonds fiduciaire 9161

En application de la recommandation du DLCC (conf. 89 du rapport de la 32ème Session), le secrétariat a préparé un budget prévisionnel succinct du fonds fiduciaire 9161 pour les années 93/94 et 94/95.

Le Groupe Technique a examiné le budget proposé et a porté les remarques suivantes:

- nécessité d'élaborer un programme de travail détaillé pour les différentes rubriques budgétaires;

- nécessité d'élaborer ce programme conformément aux termes de référence du fonds 9161;

- financement de deux bourses seulement en attendant la décision du DLCC sur la troisième bourse proposée pour la région orientale.

D'un autre côté, la question des contributions des Etats membres du DLCC ne contribuant pas au fonds fiduciaire 9161 a été soulevée et discutée, de même que le problème des arriérés qui pour certains pays portent sur plus de 10 ans.

Cette situation est préjudiciable à la réalisation des objectifs de ce fonds et aux demandes de participation d'autres pays à ce même fonds.

A ce sujet, le Groupe Technique a demandé à la FAO d'étudier les mesures susceptibles de remédier à cette situation et d'en faire part au DLCC à sa prochaine session.

Concernant la contribution des donateurs (Etats membres du DLCC et autres) à un fonds fiduciaire pouvant être soit le fonds 9161 soit un fonds parallèle, il a été convenu qu'un programme de travail faisant apparaître des activités à caractère permanent soit établi et proposé à la prochaine réunion du Groupe Technique.

12. Date et lieu de la prochaine réunion du Groupe Technique

Le Groupe Technique propose que sa prochaine réunion se tienne à Rome la semaine précédent la 33ème session du DLCC.

Remerciements

A l'issue de leurs travaux, les participants à la réunion du Groupe Technique sur le Criquet pèlerin ont exprimé leurs vifs remerciements à la FAO pour les différentes facilités mises à leur disposition qui ont permis le déroulement de cette réunion dans de bonnes conditions.

Nécrologie

Les participants à la réunion du Groupe Technique sur le Criquet pèlerin ont appris avec affliction le décès du Dr. Rafik SKAF et ont exprimé leurs sincères condoléances à sa famille.

Révision du mandat de la composition du Groupe technique du DLCC

I. Révision des termes de mandat du Groupe technique

1. Analyser et conseiller sur des points spécifiques identifiés par le DLCC.
2. Passer en revue et exposer l'avancement de la mise en application des recommandations du DLCC.
3. Conseiller le Secrétariat sur l'agenda des futures réunions du DLCC.

II. Critères de choix des membres du Groupe technique

1. Les membres du Groupe technique sont choisis sur la base de leur capacité personnelle, de leur expertise et de leur expérience.
2. Les membres provenant des pays affectés devront être choisis d'après la plus vaste étendue possible d'expérience géographique et d'intérêt en matière d'acridologie.
3. Les membres du Groupe technique seront augmentés de trois membres provenant des pays donateurs.
4. Les commissions et organisations régionales pourront être associées au Groupe technique en tant qu'observateurs.

III. Durée du Groupe technique

Le Groupe technique est permanent et la moitié de ses membres sera renouvelée tous les deux ans. Il est suggéré de même que le Comité se réunisse normalement une fois par an.

IV. Composition du Groupe technique

Le Comité a suggéré que le Groupe technique soit composé de cinq membres des pays affectés et de trois membres des pays donateurs.



ANNEXE VII

FORMULAIRE DE PROSPECTION CRIQUET PELERIN à compléter et adresser au Siège de la FAO (par fax: 0039) 6 522 55271) et à la Commission Régionale FAO

| | 1-1 | 1-2 | 1-3 | 1-4 | 1-5 | 1-6 | 1-7 | 2-1 | 2-2 | 3-1 | 3-2 | 3-3 | 4-1 | 4-2 | 4-3 | 4-4 | 4-5 | 4-6 | 5-1 | 5-2 | 5-3 | 6-1 | 6-2 | 6-3 | 6-4 | 7-1 | 7-2 | 7-3 | 7-4 | 7-5 | 8-1 | 8-2 | 8-3 | 8-4 | 8-5 | 8-6 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
|-----------------|-----|--|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|---|---|---|---|---|---|
| 1. LOCALISATION | 1-1 | arrêt prospection | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1-2 | date | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1-3 | nom | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1-4 | latitude (°N) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1-5 | longitude (°W ou E) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1-6 | superficie (ha) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1-7 | topographie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2. PRESENCE | 2-1 | présence | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 2-2 | absence | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3. APPARENCE | 3-1 | solitaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 3-2 | transiens | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 3-3 | grégaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4. COMPORTEMENT | 4-1 | accouplement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 4-2 | ponte | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 4-3 | éclosion | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 4-4 | posé | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 4-5 | en vol (direction & durée du passage) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 4-6 | en vol (hauteur & largeur) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5. MATURITE | 5-1 | stade larvaire ou jeune ailé (1 2 3 4 5 6 J) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 5-2 | adulte immature | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 5-3 | adulte mature | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6. DENSITE | 6-1 | larves/m ² ou buisson | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 6-2 | adultes/transect ou ha | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 6-3 | bande (Faible Moyenne Dense) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 6-4 | essaim (Faible Moyenne Dense) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7. ECOLOGIE | 7-1 | date de la dernière pluie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 7-2 | quantité de pluie (Faible Modérée Importante) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 7-3 | végétation (sèche, en pousse, verte, dessèchement) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 7-4 | densité de végétation (Faible Moyenne Dense) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 7-5 | humidité du sol (humide, sec) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8. LUTTE | 8-1 | nom & formulation du pesticide | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 8-2 | volume d'application (l/ha) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 8-3 | quantité (l) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 8-4 | superficie traitée (ha) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 8-5 | traitement terrestre ou aérien | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 8-6 | % estimé de mortalité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9. COMMENTAIRES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

préparé par _____

date _____

DIRECTIVES POUR L'UTILISATION DE CE FORMULAIRE

Quand utiliser ce formulaire?

Ce formulaire devrait être utilisé lors de périodes de rémission, de recrudescence et d'invasion du Criquet pèlerin pour rapporter les résultats des opérations de surveillance et de lutte. Ce formulaire peut aussi servir à rapporter les résultats de prospections au cours desquelles aucun criquet n'a été trouvé.

Comment utiliser ce formulaire?

Les résultats au premier arrêt en prospection doivent être notés dans la première colonne, au deuxième stop dans la deuxième colonne et ainsi de suite. Mettre un ? pour indiquer ce qui n'est pas connu.

Localisation

date jour, mois, année
nom nom local de l'endroit (? = nom inconnu)
latitude degrés, minutes nord (secondes si emploi d'un GPS)
longitude degrés, minutes ouest ou est (secondes si emploi d'un GPS)
superficie superficie prospectée estimée en ha à cet arrêt en prospection (ceci pourrait être basé sur l'estimation de surface de végétation verte à cet arrêt)
topographie dans la zone de l'arrêt (montagnes, dunes, plaine, oued...)

Présence (cocher la case appropriée)

présence quelque que soit le stade présent du criquet
absence aucun criquet n'a été vu ou n'est présent

Apparence (cocher la case appropriée)

solitaire adultes: brunâtres; larves: vertes
transiens adultes: brunâtres-rosâtres ou brunâtres-jaunâtres; larves: vertes/noires
grégaire adultes: roses ou jaunes; larves: noires ou jaunes/noires

Comportement

Cocher la case appropriée si des adultes sont vus en accouplement, en ponte, ou posés, ou s'il y a des éclosions de larves
Si des adultes ou des essais sont en vol, indiquer la direction D'OU et VERS OU ils volent, la durée (heures, minutes) mise pour passer au-dessus de vous, la hauteur estimée de vol (en mètres au-dessus du sol) et la largeur estimée de l'essai (en mètres ou en km)

Maturité

stade ou jeune ailé noter quels stades (1,2,3,4,5,6) et jeunes ailés (J) sont présents
adulte immature si adultes brunâtres, brun-rosâtres ou roses, cocher la case
adulte mature si adultes brunâtres, brun-jaunâtres ou jaunes, cocher la case

Densité

larves/m² ou buisson examinez au moins 10 échantillons de 1 m² chacun ou 10 buissons; notez le nombre le plus faible et le nombre le plus élevé de larves comptées dans un échantillon
adultes/transsect ou ha comptez le nombre d'adultes sur un transect à pied d'environ 150-400 m de long sur 1 m de large, ou bien estimez le nombre d'adultes par ha
bande/essai notez F pour une Faible densité de bande/essai, M pour une densité Moyenne de bande/essai, et D pour bande/essai Dense.
Indiquez les dimensions estimées en m² (bandes) ou km² (essais)

Écologie

date de la dernière pluie jour, mois, année si la date exacte est connue; sinon, estimation (p.ex. 2 jours, 3 mois etc.), ou ? si inconnue
quantité de pluie nombre de millimètres si la quantité exacte est connue; sinon, estimation et notez F pour Faible (1-20 mm), M pour Modérée (21-50 mm) ou I pour Importante (plus de 50 mm), ou ? si inconnue
végétation notez si la végétation est globalement sèche, devenant verte, déjà verte ou en dessèchement
densité de végétation estimez si la densité globale de la végétation est F pour Faible, M pour Moyenne ou D pour Dense
humidité du sol humide si le sol est mouillé jusqu'à environ 10 cm; sinon indiquez sec

Lutte

nom du pesticide vous pouvez abrégé, p.ex. malathion en mal., fenitrothion en fen. etc.
formulation UBV, CE, poudre, appât
volume d'application quantité de pesticide appliquée à l'hectare
quantité quantité totale de pesticide appliquée, en litres ou en kg
surface traitée hectares
terrestre ou aérien indiquez s'il s'agit de traitement par voie terrestre ou aérienne
% estimé de mortalité estimez le nombre de criquets tués sur 100

Commentaires

Indiquez toute information importante qui ne pourrait être écrite plus haut. P. ex. si un type de criquet est plus abondant qu'un autre (plus de transiens que de solitaires, plus de 5^e stade larvaire que de 2^e etc.); ou bien le nombre de bandes ou d'essais observés; ou bien la présence de cultures; ou bien les conditions écologiques entre arrêts; ou bien si les criquets ont été vus par des nomades et n'ont pu être confirmés etc.

Comment utiliser ce formulaire par radio

Ce formulaire peut être utilisé pour transmettre l'information par radio ou téléphone. Vous pouvez vous référer à chaque sujet grâce aux chiffres appropriés. P.ex. "1-5-1 = 1,2,3" indiquent qu'au 1^{er} arrêt (1), on a trouvé des larves (ligne 5-1) des 1^{er}, 2^e et 3^e stades (1,2,3).

Que faire de ce formulaire une fois rempli?

L'information sur ce formulaire pourra être transmise depuis le terrain vers le Centre national par téléphone ou radio. Le responsable (ou l'opérateur radio) au Centre national pourra compléter ce formulaire et l'envoyer par télécopie au Siège de la FAO et si possible à la Commission FAO régionale appropriée. Le responsable devrait également conserver une copie pour ses archives.

Questions et problèmes

Si vous avez la moindre question ou s'il vous faut d'autres formulaires, veuillez contacter le Bureau des prévisions acridiennes au Siège de la FAO:

téléphone: (39) 6 522 54578 (français/anglais), (39) 6 522 52420 (anglais/arabe)
fax: (39) 6 522 55271 (à l'attention de Montaigne/Cressman)

FONDS FIDUCIAIRE INTERNATIONAL 9161

Rapport financier

1. Ce fonds fiduciaire a été créé par le Directeur général de la FAO conformément aux recommandations de la neuvième session du Comité de lutte contre le criquet pèlerin. Le Directeur général, qui administre le Fonds demande l'avis du Comité de lutte contre le criquet pèlerin qui définit les politiques générales du Fonds. Le Comité examine également le budget annuel et reçoit des rapports financiers de la FAO.

Budget, état des comptes pour 1992 et 1993 et ressources prévues pour 1994 et 1995

2. On trouvera à l'annexe A le budget annuel du Fonds fiduciaire ainsi que les comptes définitifs pour 1992 et 1993. Les comptes pour 1994 et 1995 sont provisoires.

3. Les dépenses totales de 1992 et 1993 sont restées sensiblement inférieures au budget annuel approuvé de 206 000 dollars E.-U., la dernière campagne d'urgence contre le criquet pèlerin de 1993-94 ayant été davantage financée par les projets d'intervention d'urgence que par le Fonds fiduciaire de la Commission. Dans ce contexte, il convient toutefois de souligner que le Fonds fiduciaire a contribué aux activités de suivi en tant que source de financement complémentaire. En outre, c'est souvent la disponibilité immédiate des ressources du Fonds fiduciaire qui ont permis la fourniture en temps opportun de l'assistance qui a ensuite été suivie et intégrée par les fonds d'urgence.

Le faible niveau des dépenses de 1994 qui s'élève provisoirement à 45,767 dollars E.-U. reflète l'accent mis sur les activités financées par des projets d'intervention d'urgence et la priorité accordée au programme général sur les activités d'urgence jusqu'au milieu de l'année 1994.

Par conséquent, l'encaisse du Fonds fiduciaire a continué à augmenter pour atteindre le niveau provisoire actuel de 521.553 dollars e.-U.

Budget et état des comptes pour 1992, 1993, 1994 et 1995 (provisoire)

4. L'annexe B donne également une ventilation des dépenses effectives de 1992 et 1993 et des dépenses provisoires jusqu'à la fin de janvier 1995.

Plan de travail pour 1995 et 1996

5. Le Comité est invité à débattre du plan de travail concernant les activités à mettre en oeuvre au titre de ce Fonds pour 1995 et 1996 et a approuvé le budget y relatif qui ne devrait pas dépasser le solde actuel de 521.553 dollars E.-U.

Contribution

6. On trouvera à l'Annexe C le barème des contributions gouvernementales au Fonds fiduciaire et à l'Annexe D les renseignements sur les contributions restant dues au 31 décembre 1994.

Comité de lutte contre le criquet pèlerin

Fonds fiduciaire international 9161

Budget et état des comptes (en dollars E.-U)

Dépenses définitives pour les années 1992 et 1993

Dépenses et engagements financiers non réglés pour l'année 1994

| RECETTES | BUDGET ANNUEL APPROUVE | EXERCISE BUDGETAIRE 1992 | EXERCISE BUDGETAIRE 1993 | EXERCISE BUDGETAIRE 1994 |
|---|------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Report du solde l'année précédente | | 385,154 | 393,203.28 | 394,230.28 |
| Contributions des pays membres (1) | 207,300 | 119,794 | 153,461.45 | 203,350.21 |
| TOTAL | 207,300 | 504,948 | 546,664.73 | 599,580.49 |
| DEPENSES | | | | |
| 1100 Experts et consultants internationaux | 35,000 | 16,488 | 46,573.16 | 10,831.70 |
| 1300 Assistants administratifs | 5,000 | 7,680 | 16,428.47 | |
| 2000 Voyages officiels | 23,000 | 46,517 | 46,930.80 | 3,961.46 |
| 3000 Contrats | 20,000 | 3,200 | | |
| 4000 Dépenses générales de fonctionnement | 5,000 | 15,097 | 18,564.79 | 26,137.48 |
| 5000 Matériel consommable | 10,000 | 300 | -220.00 | |
| 6000 Matériel non consommable | 35,000 | 6,716 | 5,267.83 | |
| 8000 Formation | 50,000 | 2,890 | 1,352.61 | |
| 9100 Dépenses d'appui au projet (13%) | 23,790 | 12,856 | 17,536.69 | 4,837.10 |
| TOTAL des dépenses | 206,790 | 11,744 | 152,434.35 | 45,767.74 |
| Solde non alloué | 510 | 393,203.28 | 394,230.28 | 553,812.75 |

(1) Y compris les intérêts

Comité de lutte contre le criquet pèlerin

Fonds fiduciaire international 9161

Dépenses définitives pour les années 1992 et 1993

(en dollars E.-U)

| | 1992 | 1993 |
|---|---------------|------------------|
| 1100 Experts et consultants internationaux | | |
| Consultant sur le criquet pèlerin, siège de la FAO, sept.-oct.92 | 10,448 | |
| Contrat d'auteur pour l'établissement de documents sur la situation du criquet pèlerin en Afrique du Nord-Ouest | 6,000 | |
| Consultant sur le criquet pèlerin, Tchad et région sahélienne, août 1993 | | 23,156.64 |
| Consultant sur le criquet pèlerin, Mauritanie, août 1993 | | 10,604.15 |
| Consultant sur le criquet pèlerin, Mali, août-octobre 1993 | | 9,812.37 |
| Consultant sur le criquet pèlerin, Somalie, juin-juillet 1993 | | 3,000.00 |
| Total partiel | 16,488 | 46,573.16 |
| 1300 Personnel de soutien administratif | | |
| Interprètes (Groupe technique sur le criquet pèlerin, 1992) | 7,055 | |
| Planton (réunion sur la télédétection, mai 1992) | 234 | |
| Heures supplémentaires (Groupe de travail sur le criquet pèlerin, Rome, février 1992) | 61 | |
| Planton (Groupe technique sur le criquet pèlerin, 1992) | 330 | |
| Réunion du Groupe technique (septembre 1993) | | 36.45 |
| Heures supplémentaires | | 392.02 |
| Plantons | | 16,000.00 |
| Interprètes | | |
| Total partiel | 7,680 | 16,428.47 |

| 2000 Voyages officiels | 1992 | 1993 |
|--|--------|-----------|
| Groupe de travail sur le criquet pèlerin, projet de lutte préventive, Rome, septembre 1992 (déplacement du Secrétaire de la Commission pour l'Afrique du Nord-Ouest) | 2,438 | -306.36 |
| Remboursement des frais de voyage 1991 | -1,110 | -84.00 |
| Formation d'un technicien de laboratoire tunisien à Varian (Belgique) | 2,374 | |
| Groupe de travail sur le criquet pèlerin, Rome, février 1992 | 14,210 | -333.00 |
| Visite d'un expert du criquet pèlerin (Royaume-Uni) au siège de la FAO pour la mise au point définitive de l'Atlas sur l'habitat du criquet pèlerin | 8,750 | |
| Surveillance du criquet pèlerin dans le nord de la Mauritanie, mai 1992 | 8,069 | -1,525.44 |
| Réunion sur le projet de lutte préventive contre le criquet pèlerin, Rome, septembre 1992 | 11,786 | -842.56 |
| Voyage du secrétaire de la Commission pour le Proche-Orient au siège de la FAO pour des discussions techniques, septembre 1993 | | 2,440.00 |
| Mission en Mauritanie pour la surveillance du criquet pèlerin | | 1,696.00 |
| Frais de voyage du personnel du siège, réunion de la Commission pour le Proche-Orient, Le Caire | | 1,390.83 |
| Frais de voyage, réunion du Comité exécutif de la Commission pour l'Afrique du Nord-Ouest, Agadir | | 2,299.50 |
| Force Maghrébine d'Intervention, Mauritanie (6 participants) | | 14,905.83 |
| Réunion du Groupe technique sur le criquet pèlerin, Rome, septembre 1993 | | 13,520.00 |
| Force Maghrébine d'Intervention, Mali, août 1993 | | 13,770.00 |
| Total partiel | 46,517 | 46,930.80 |

| | 1992 | 1993 |
|---|---------------|------------------|
| 3000 Contrats | | |
| Lettre d'accord avec Agrhymet, (Niger) pour la fourniture de cartes de végétation | 3,200 | |
| Total partiel | 3,200 | |
| 4000 Dépenses générales de fonctionnement | | |
| Frais de communication | 1,444 | |
| Publication du rapport de la réunion technique sur le criquet pèlerin | 933 | |
| Publication du rapport technique sur les stocks de pesticides | 1,391 | |
| Publication du rapport du Comité de lutte contre le criquet pèlerin, octobre 1992 | 4,476 | |
| Dépenses de représentation, Groupe technique sur le criquet pèlerin, février 1992 | 274 | |
| Coûts de la transmission du bulletin OCLALAV aux pays du Sahel | 3,345 | |
| Achat de pneus | 2,798 | |
| Frais bancaires | 295 | |
| Divers | 141 | |
| Remboursement des frais d'interprétariat 1993 | | -1,272.00 |
| Traduction en français des documents de travail de la réunion des donateurs (juillet 1993) | | 2,164.40 |
| Traduction en français des directives concernant le criquet pèlerin | | 709.70 |
| Publication du rapport du Groupe technique sur le criquet pèlerin, septembre 1993 | | 1,082.70 |
| Remboursement des frais de publication 1992 | | -133.96 |
| Frais de représentation, réunion du Groupe technique sur le criquet pèlerin, septembre 1993 | | 500.00 |
| Dépenses générales de fonctionnement, mission du consultant sur le criquet pèlerin (Tchad) | | 5,705.84 |
| Dépenses générales de fonctionnement, campagne contre le criquet pèlerin, Mauritanie 1993 | | 9,767.50 |
| Divers | | 40.61 |
| Total partiel | 15,097 | 18,564.79 |

| | | |
|---|----------------|-------------------|
| | | |
| 5000 Matériel consommable | | |
| Fournitures de bureau | 300 | -300.00 |
| Divers | | 80.00 |
| Total partiel | 300 | -220.00 |
| 6000 Matériel non consommable | | |
| Achat de données satellite NOAA pour le siège de la FAO | 7,000 | -938.11 |
| Remboursement (achat d'émetteurs-récepteurs pour la Tunisie, 1991) | -1,450 | |
| Achat de matériel informatique (siège de la FAO) | 1,080 | |
| Frais d'expédition | 86 | |
| Achat du système MDD BURL (Siège de la FAO) | | 6,205.94 |
| Total partiel | 6,716 | 5,267.83 |
| 8000 Formation | | |
| Droits de formation pour un technicien tunisien | 2,800 | |
| Force Maghrébine d'Intervention, Mauritanie | 90 | -90.39 |
| Participant éthiopien à la réunion sur les projets d'intervention d'urgence contre le criquet pèlerin, Le Caire, janvier 1994 | | 1,443.00 |
| Total partiel | 2,890 | 1,352.61 |
| 9000 Dépenses d'appui au projet (13%) | 12,856 | 17,536.69 |
| TOTAL GENERAL | 111,744 | 152,434.35 |

Comité de lutte contre le criquet pèlerin

Fonds fiduciaire international 9161

Dépenses provisoires pour 1994 (au 16 octobre 1994)

(en dollars E.-U.)

| | | 1994 |
|------|--|-----------|
| 1100 | <u>Experts et consultants internationaux</u> | |
| - | Spécialiste de la télédétection, Siège de la FAO | 10,937.93 |
| - | Remboursement consultant sur le criquet pèlerin (Mauritanie) | -1,876.23 |
| - | Consultant sur le criquet pèlerin (Somalie) | 1,770.00 |
| | Total partiel | 10,831.70 |
| 2000 | <u>Frais de voyage</u> | |
| - | Discussions avec le Gouvernement tunisien sur la situation d'urgence en matière de pesticides (janvier 1994) | 2,986.45 |
| - | Surveillance du criquet pèlerin en Mauritanie, février 1994 | 838.00 |
| - | Voyage d'un juriste, 19e session de la Commission pour l'Afrique du Nord-Ouest, Tripoli, octobre 1994 | |
| - | Voyage de fonctionnaires de la FAO au Maroc, 1993 | 1,304.45 |
| - | Remboursement d'un voyage en Mauritanie, 1993 | 208.12 |
| - | Mission de surveillance et de lutte contre le criquet pèlerin, Mauritanie | -83.60 |
| - | Participation du représentant de l'OCLALAV à la 19e session de la Commission pour l'Afrique du Nord-Ouest, Tripoli, octobre 1994 | 553.23 |
| - | Remboursement des dépenses du Groupe spécial Maghreb, Mauritanie (1993) | 3,269.00 |
| - | Remboursement des dépenses du Groupe technique sur le criquet pèlerin (1993) | -2,756.96 |
| | Total partiel | -2,357.23 |
| | | 3,961.46 |

| | | |
|------|---|------------------|
| 4000 | <u>Dépenses générales de fonctionnement</u> | |
| - | Frais de publication | 100.00 |
| - | Bulletin sur le criquet pèlerin | 454.00 |
| - | Directives concernant le criquet pèlerin | 4,636.00 |
| - | Publication du bulletin sur le criquet pèlerin | 3,704.00 |
| - | Frais de représentation (réunion du Comité de lutte contre le criquet pèlerin, janvier 1995) | 500.00 |
| - | Remboursement des frais de représentation du Groupe technique sur le criquet pèlerin (septembre 1993) | -405.71 |
| - | Dépenses générales de fonctionnement de l'équipe algérienne (Mauritanie) | 16,043.29 |
| - | Matériel de lutte contre le criquet pèlerin (Niger) | 935.90 |
| | Photos | 150.00 |
| | Vidéocassettes | 20.00 |
| | Total partiel | 26,137.48 |
| 9100 | <u>Dépenses d'appui au projet (13%)</u> | 4,837.10 |
| | TOTAL PARTIEL | 45,767.74 |
| | Solde non alloué | 553,812.75 |

Comité de lutte contre le criquet pèlerin

Fonds fiduciaire international 9161

Dépenses provisoires et engagements pour l'année 1995 (au 16 janvier 1995)

(en dollars E.-U)

| | 1995 |
|---|-------------------|
| 1300 Personnel de soutien administratif | |
| Réunion du Groupe technique, janvier 1995 | 220,96 |
| Planton | |
| 2000 Voyages officiels | |
| Réunion du Groupe technique, janvier 1995 | |
| Frais de mission des participants | 13,860.00 |
| Voyage du secrétaire de la Commission pour l'Afrique du Nord-ouest (y compris le DLCC) | 2,939.00 |
| Voyage du secrétaire de la Commission pour le Proche-Orient (y compris le DLCC) | 3,739.00 |
| Visite d'un expert CTA du criquet pèlerin, projet GCP/SEN/041/NET, pour participation à la réunion du DLCC (Perdiem uniquement) | 1,700.00 |
| Total partiel | 22,238.00 |
| 4000 Dépenses générales de fonctionnement | |
| Réunion du Groupe technique, janvier 1995 | |
| Interprètes | 9,600.00 |
| Frais de représentation | 200.00 |
| Total partiel | 9,800.00 |
| Total provisoire | 32,258.96 |
| Solde provisoire | 521,553.79 |

**BAREME DES CONTRIBUTIONS GOUVERNEMENTALES AU FONDS FIDUCIAIRE INTERNATIONAL
POUR LA LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN N° 9161 (MTF/INT/008/MUL)**

| <u>PAYS</u> | <u>CONTRIBUTION (en dollars E.-U.)</u> |
|-------------|--|
| Afghanistan | 3,480.00 |
| Algérie | 7,700.00 |
| Bahrein | 920.00 |
| Cameroun | 2,780.00 |
| Tchad | 3,520.00 |
| Djibouti | 1,120.00 |
| Egypte | 5,740.00 |
| Ethiopie | 4,320.00 |
| Gambie | 2,420.00 |
| Ghana | 3,280.00 |
| Inde | 20,000.00 |
| Iran | 20,000.00 |
| Iraq | 7,440.00 |
| Jordanie | 3,420.00 |
| Kenya | 3,580.00 |
| Liban | 3,060.00 |
| Libye | 10,640.00 |
| Mali | 3,600.00 |
| Mauritanie | 2,900.00 |
| Maroc | 5,360.00 |
| Niger | 3,760.00 |

| | |
|---------------------|-------------------|
| Nigéria | 8,940.00 |
| Oman | 2,100.00 |
| Pakistan | 6,520.00 |
| Qatar | 1,760.00 |
| Arabie saoudite | 20,000.00 |
| Sénégal | 3,520.00 |
| Somalie | 3,500.00 |
| Soudan | 3,980.00 |
| Syrie | 4,520.00 |
| Tunisie | 4,460.00 |
| Turquie | 14,480.00 |
| Ouganda | 3,380.00 |
| Emirats arabes unis | 4,600.00 |
| Yemen | 6,500.00 |
| TOTAL | 207,300.00 |

FONDS FIDUCIAIRE n° 9161.00 - MTF/INT/008/MUL

Projet interrégional de lutte contre le criquet pèlerin

Etat des contributions au 30 septembre 1994

(exprimé en dollars E.-U.)

| Etats Membres | Contributions restant dues 31/12/1993 | Contributions* pour 1994/95 | Montants reçus au 31/12/1994 | Montants restant dus au 31/12/1994 |
|-------------------|---|--------------------------------|---------------------------------|--|
| AFGHANISTAN | 6,960.00 | 3,480.00 | 0.00 | 10,440.00 |
| ALGERIE | 0.00 | 7,700.00 | 7,700.00 | 0.00 |
| BAHREIN | 15.00 | 920.00 | 920.00 | 15.00 |
| CAMEROUN | 25,467.00 | 2,780.00 | 0.00 | 28,247.00 |
| TCHAD | 51,320.00 | 3,520.00 | 0.00 | 54,840.00 |
| EGYPTE | 5,740.00 | 5,740.00 | 5,726.00 | 5,754.00 |
| ETHIOPIE | 48,740.94 | 4,320.00 | 53,060.94 | 0.00 |
| FRANCE (DJIBOUTI) | 14,420.00 | 1,120.00 | 0.00 | 15,540.00 |
| GAMBIE | 26,620.00 | 2,420.00 | 0.00 | 29,040.00 |
| GHANA | 13,135.00 | 3,280.00 | 0.00 | 16,415.00 |
| INDE | 70,000.00 | 20,000.00 | 39,963.01 | 50,036.99 |
| IRAN | 176,495.24 | 20,000.00 | 0.00 | 196,495.24 |
| IRAQ | 81,840.00 | 7,440.00 | 0.00 | 89,280.00 |
| JORDANIE | 0.00 | 3,420.00 | 0.00 | 3,420.00 |
| KENYA | 40,454.41 | 3,580.00 | 0.00 | 44,034.41 |
| LIBAN | 11,477.90 | 3,060.00 | 0.00 | 14,537.90 |
| LIBYE | 78,120.00 | 10,640.00 | 0.00 | 88,760.00 |
| MALI | 22,813.00 | 3,600.00 | 0.00 | 26,413.00 |
| MAURITANIE | 43,525.09 | 2,900.00 | 0.00 | 46,425.09 |

| | | | | |
|------------------------------|--------------|------------|------------|--------------|
| MAROC | 16,080.00 | 5,360.00 | 5,360.00 | 16,080.00 |
| NIGER | 43,160.00 | 3,760.00 | 0.00 | 46,920.00 |
| NIGERIA | 58,429.61 | 8,940.00 | 0.00 | 67,369.61 |
| OMAN | 6,300.00 | 2,100.00 | 0.00 | 8,400.00 |
| PAKISTAN | 6,520.00 | 6,520.00 | 6,520.00 | 6,520.00 |
| QATAR | 16,670.00 | 1,760.00 | 0.00 | 18,430.00 |
| ARABIE SAOUDITE | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 |
| SENEGAL | 37,730.71 | 3,520.00 | 0.00 | 41,250.71 |
| SOMALIE | 37,774.77 | 3,500.00 | 0.00 | 41,274.77 |
| SOUDAN | 17,225.70 | 3,980.00 | 0.00 | 21,205.70 |
| REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE | 55,750.00 | 4,520.00 | 40,791.88 | 19,478.12 |
| TUNISIE | 35,236.44 | 4,460.00 | 0.00 | 39,696.44 |
| TURQUIE | 14,480.00 | 14,480.00 | 14,480.00 | 14,480.00 |
| OUGANDA | 30,420.00 | 3,380.00 | 0.00 | 33,800.00 |
| EMIRATS ARABES UNIS | 23.80 | 4,600.00 | 4,600.00 | 23.80 |
| REPUBLIQUE DU YEMEN | 23,505.47 | 6,500.00 | 0.00 | 30,005.47 |
| TOTAUX | 1,136,450.08 | 207,300.00 | 199,121.83 | 1,144,628.25 |

* L'exercice budgétaire commence en juillet

FONDS DE DEPOT INTERNATIONAL 9161 - PROGRAMME D'ACTIVITES PROPOSE

Sur la base du budget annuel approuvé (206 000 dollars E.-U.) et de l'estimation actuelle des liquidités (521 553 dollars E.-U.), le Groupe technique a examiné les principales activités à faire figurer dans le programme d'activités et dans le budget correspondant pour 1995/96.

Il a approuvé à titre définitif les activités suivantes, qui doivent être réalisées au titre du Fonds de dépôt 9161 du Comité:

- 1) Bourses de perfectionnement (3-4 ans): pour 2 boursiers à compter du milieu de l'automne 1995 et 3 autres à partir de 1996.
- 2) Les pays devant bénéficier de ces bourses ont déjà été désignés par le Groupe technique à sa dernière réunion, c'est-à-dire par chacune des régions concernées: Afrique du Nord, Proche-Orient et Asie du Sud-Ouest.

L'estimation de coût soumise par le Secrétariat de la FAO, soit 25 000 \$ E.-U. par boursier/année correspond à l'estimation générale des coûts. Peut-être faudra-t-il réviser ce montant (à la baisse en l'occurrence), les coûts pouvant être considérablement diminués si la formation est assurée dans les régions susmentionnées. Le Secrétariat de la FAO propose de soumettre une estimation réaliste une fois la procédure d'inscription achevée.

En outre, le Secrétariat de la FAO se doit de signaler au DLCC qu'un coût annuel de 75 000 \$ E.-U. pour un budget de 206 000 \$ E.-U. constitue sur 3 ou 4 ans un engagement financier si lourd qu'il pourrait compromettre les autres activités du Comité dans le cas où les contributions annuelles au Fonds de dépôt 9161 ne seraient versées régulièrement ou si de nouvelles règles de financement étaient décidées.

Le Groupe technique n'étant pas parvenu à adopter une position unique en ce qui concerne les règles de financement, comme il s'agit d'un engagement de dépenses important, la question est soumise pour décision à l'attention du DLCC.

- 2) Informations concernant le criquet pèlerin
Le Groupe technique a accepté à l'unanimité le principe d'une contribution régulière du Fonds de dépôt 9161 au système d'information sur le criquet pèlerin. La contribution annuelle proposée pour la publication et la diffusion du Bulletin FAO sur le criquet pèlerin est de 20 000 \$ E.-U. Le Groupe technique a évoqué la possibilité d'un concours du Fonds aux commissions régionales de lutte contre le criquet pèlerin et aux organisations régionales participant au système d'information sur le criquet pèlerin mais il n'est pas parvenu à adopter une position unique sur ce point ni sur le montant de la contribution correspondante. Cette question est donc soumise pour décision à l'examen du DLCC.
- 3) Directives sur le criquet pèlerin
La première série de directives sur le criquet pèlerin établie par la FAO et sa traduction doivent être révisées et diffusées auprès des pays intéressés. Le Groupe technique a accepté de verser une contribution de 10 000 dollars E.-U. pour 1995 au titre du Fonds de dépôt 9161. Il a toutefois été souligné qu'avant d'être publiées, les directives devraient avoir été approuvées par le DLCC.

- 4) **Prospection sur le criquet pèlerin**
Le Groupe technique a approuvé à l'unanimité le principe d'une contribution à ce type de prospection chaque fois que celle-ci présente un aspect interrégional par opposition aux prospections nationales ou régionales, qui doivent être financées par les commissions régionales concernées. Des montants de 40 000 et 35 000 dollars E.-U. ont été approuvés respectivement pour 1995 et 1996.
- 5) **Réunion du DLCC**
Si les dépenses de fonctionnement (interprètes, locaux et matériel) sont financées principalement au titre du Programme ordinaire de la FAO, la publication et la diffusion des documents de travail du DLCC en anglais, français et arabe ainsi que le rapport final du DLCC dans ces trois langues doivent être financées jusqu'à concurrence de 20 000 \$ E.-U. par réunion au titre du Fonds de dépôt 9161. Le Groupe technique a approuvé cette proposition.
- 6) **Cours de formation**
Les activités de formation et les voyages d'étude à caractère interrégional doivent, à l'inverse des activités régionales, être organisées sur une base annuelle et régulière au titre du Fonds de dépôt. Le Groupe technique a proposé à l'unanimité un montant de 20 000 \$ E.-U. en 1995; pour 1996, le montant qui sera fixé dépendra des fonds effectivement disponibles.
- 7) **Groupe technique du DLCC**
Le Groupe est convenu à l'unanimité qu'il fallait prévoir des réunions annuelles et des moyens d'interprétariat pour ces réunions. Un montant minimum de 25 000 dollars E.-U. doit être inscrit au budget pour des réunions rassemblant cinq participants et des interprètes pendant trois jours au siège de la FAO.
- 8) **Réunions techniques d'experts**
Le Groupe a reconnu la nécessité de prévoir des réunions de consultation pour lesquelles une allocation annuelle de 15 000 \$ E.-U. devrait être prévue.
- 9) **Solde non alloué**
Le Secrétariat de la FAO a prévu un solde non alloué de 10 000 \$ E.-U. dans le budget de 1995 pour compléter l'un quelconque des postes de dépenses ci-dessus ou faire financer par le DLCC une nouvelle activité éventuelle.
- 10) **Budget 1996**
Bien que le budget annuel approuvé soit de 206 000 \$ E.-U., le Secrétariat de la FAO propose de majorer le budget pour 1995 et/ou 1996 afin de mener des activités non réalisées au cours des années antérieures ou répondre sans délai à une situation d'urgence. En tout état de cause, les dépenses annuelles ne devraient pas excéder les liquidités effectivement disponibles dans le Fonds de dépôt.
- 11) **Allocation pour interventions d'urgence**
Une réserve exceptionnelle d'un montant de 521 553 \$ E.-U. étant actuellement disponible dans le Fonds de dépôt, le Groupe technique est convenu de constituer une réserve de 100 000 \$ E.-U. pour faire face à toute infestation de criquets pèlerins exigeant une intervention immédiate en attendant que des fonds soient spécialement réservés à cet effet.
- 12) **Activités complémentaires**
Le Groupe technique est convenu en outre qu'il fallait utiliser les fonds disponibles sans se limiter au budget annuel de 206 000 \$ E.-U. pour réaliser, selon l'ordre de priorité indiqué, les activités suivantes:
 1. Assistance technique (consultants)
 2. Matériel de prospection et de lutte
 3. Appui aux activités de recherche concernant le criquet pèlerin.

Budget proposé pour 1995 et 1966 en dollars E.-U.

| | 1995 | 1996 |
|---|----------------|----------------|
| 1. 3 bourses à compter de septembre 1995 3 bourses à compter de 1996 | 30 000 | 75 000 |
| 2. Publication et diffusion du bulletin sur le criquet pèlerin | 20 000 | 20 000 |
| 3. Traduction et publication des directives sur le criquet pèlerin | 10 000 | |
| 4. Prospection concernant le criquet pèlerin dans certaines zones | 40 000 | 35 000 |
| 5. Réunion du DLCC en 1995 | 20 000 | |
| 6. Cours de formation | 20 000 | 10 000 |
| 7. Réunion du Groupe technique du DLCC en 1995 | 15 000 | 25 000 |
| 8. Réunions techniques d'experts | 15 000 | 15 000 |
| 9. Solde non alloué | 10 000 | |
| Total | 180 000 | 180 000 |
| Dépenses de fonctionnement FAO (13%) | 23 400 | 23 400 |
| Solde non alloué | 203 400 | 203 400 |
| | 2 600 | 2 600 |
| Total | 206 000 | 206 000 |
| 9) Réserve pour imprévus (interventions d'urgence) | | 100 000 |

Note:

1) Le budget ci-dessus reprend l'actuel budget annuel approuvé du Comité, d'un montant de 206 000 dollars E.-U. Ce budget ne pourra être mis en oeuvre que si les liquidités nécessaires sont effectivement disponibles dans le Fonds de dépôt. Etant donné que le montant de ces liquidités est aujourd'hui de 521 553 dollars E.-U., les fonds nécessaires pour 1995 et 1996 sont d'ores et déjà disponibles; 100 000 \$ E.-U. ont été réservés pour financer les interventions d'urgence.

2) Outre le solde en espèces disponibles, des contributions devraient être versées en 1994 et 1996. Le Comité devrait donc autoriser le Secrétariat de la FAO à majorer le budget annuel en fonction des liquidités disponibles. Ces fonds supplémentaires doivent être dépensés selon l'ordre de priorité suivant:

1. Assistance technique (consultants)
2. Matériel de prospection et de lutte
3. Appui aux activités de recherche concernant le criquet pèlerin